SOMMAIRE

VIETNAM
le front principal
MOYEN-ORIENT
pour la guerre populaire
INDONESIE
autopsie d'une contre-revolution
M. BOUDIAF
les chances de la revolution
AMERIQUE-LATINE
castro. che guevara. r. debray

BULLETIN de LIAISON

13

juillet - aout 1967

du PARTI de la REVOLUTION SOCIALISTE

Poursuivant sa politique d'agression qui l'a amené à intervenir militairement aux quatre coins du globe et notamment contre le peuple héroïque du Viet-Nam, l'impérialisme américain vient de frapper encore une fois.

Ce matin, l'aviation et les blindés israéliens ont lancé une offensive surprise en différentes parties du territoire arabe. Sans aucun doute, cette action a bénéficié de l'aide matérielle anglo-saxonne et américaine dont la VIème Flotte croise dans cette partie de la Méditerranée.

Israël, tête de pont de l'impérialisme au Moyen-Orient, agent actif de la pénétration néo-colonialiste en Afrique a nettement démontré qu'il était une des pièces maîtresses de la stratégie impérialiste contre le développement des forces révolutionnaires au Moyen-Orient: la cause immédiate de l'intervention actuelle est l'apparition en Syrie d'un régime dont la nature et les actes menaçaient les intérêts impérialistes ainsi que l'accentuation de la lutte des Palestiniens.

Après avoir examiné cette situation qui revêt un caractère d'extrême gravité, le P.R.S. proclame:

- son soutien indéfectible à la lutte de libération nationale du peuple palestinien et le droit inaliénable de ce dernier à constituer un Etat palestinien arabe, seul moyen de mettre un terme aux souffrances d'un million et demi de réfugiés, chassés de leur pays après avoir été expropriés de leurs terres;

- son entière solidarité avec la lutte des peuples arabes contre l'agression impérialiste et pour la libération nationale et la consolidation de l'indépendance.

Le Parti de la Révolution Socialiste reste cependant convaincu:

1°) que la défense des pays arabes contre l'agression impérialiste israélo-américaine doit être basée sur la lutte révolutionnaire des masses populaires de ces pays. A ce titre, il ne peut être fait confiance à certains gouvernements réactionnaires pour mener la lutte à son terme. Seuls les travailleurs, ouvriers et paysans, en armes, pourront valablement mener cette lutte et lui donner son caractère révolutionnaire;

2°) que certains gouvernements réactionnaires prennent prétexte de cette guerre pour réaliser des opérations de diversion afin d'échapper à leurs propres problèmes politiques et se servent de la situation actuelle pour tenter de renforcer leurs régimes branlants. C'est ainsi que certains gouvernements arabes n'ont pris position qu'à cause de la pression des masses. Ces gouvernements réactionnaires sont incapables - et leurs Etats-Majors non plus - de diriger la lutte contre l'agression impérialiste jusqu'au bout. En conséquence, les masses populaires des pays arabes doivent garder leur sang-froid et veiller à ne pas faire le jeu de ces réactionnaires;

3°) que les peuples arabes doivent compter sur leurs propres forces dans cette lutte. La croyance en une illusoire intervention soviétique est une utopie. L'Union Soviétique ne peut renier sa politique de grande puissance et de coexistence pacifique pour porter aide aux peuples arabes qui, dans le meilleur des cas, seront utilisés comme un pion dans une négociation globale avec l'impérialisme américain;

4°) que le peuple palestinien doit prendre exemple sur le peuple vietnamien et mener une lutte résolue contre le sionisme et pour la libération du territoire national. Cela signifie qu'en aucun cas cette lutte ne doit prendre un caractère racial ou religieux (chose souhaitée par la réaction et l'impérialisme chauvin pour justifier sa politique d'intervention). Cela ne doit pas signifier non plus un quelconque massacre du peuple juif, qui, comme tous les autres peuples, a le droit à la vie.

Alger, le 5 Juin 1967

PARTI de la REVOLUTION SOCIALISTE

5 juillet 1962 — 5 juillet 1967 5 ans de mensonges et de tromperies

L'agression impérialo-sioniste au Moyen-Orient a fourni à la propagande officielle une occasion d'utiliser la réaction spontanée juste des masses populaires algériennes à redorer un blason quelque peu terni. Très habilement, les dirigeants actuels ont exploité le courant populaire de solidarité avec la cause arabe pour recoller les morceaux d'un pouvoir branlant et masquer leur incapacité à faire face aux échéances de l'état réforme agraire, consolidation de l'autogestion, épuration de l'appareil d'Etat, lutte contre le chômage...

Par une démagogie forcenée, le pouvoir a profité du désarroi dans les capitales arabes et de la mauvaise conscience du camp socialiste pour se faire attribuer, à peu de frais, le titre de champion de l'anti-impérialisme.

Concrètement, cette campagne ahurissante se traduit pour les masses algériennes par:

- une aggravation de la pénurie en denrées alimentaires de première nécessité et une augmentation du coût de la vie, cyniquement légitimée par "l'état de guerre";

- un renforcement de l'appareil répressif et une généralisation du poids de l'armée sous le nom de "discipline révolutionnaire";

- un accroissement des dépenses militaires et dépenses des parasites de l'Etat sous le nom de "budget de guerre";

- une aggravation des charges fiscales pesant déjà lourdement sur les citoyens, auxquelles il faut ajouter les retenues de journées de salaire et autres collectes de fonds qui rappellent, de sinistre mémoire, un certain Fonds National de Solidarité qui fit les beaux jours de Ben Bella;

- sur le plan politique, la manoeuvre de Chérif Belkacem tendant à fournir au Parti un moyen de contrôle des syndicats ouvriers et étudiants, des organisations de jeunesse par le biais de la "soi-disant mobilisation des masses" et la désignation de soi-disants commissaires politiques.

MILITANTS REVOLUTIONNAIRES, FRERES ALGERIENS,

Ces faits sont constatés par vous tous; vous voyez bien que quoi qu'en disent les agents du pouvoir, il est moins question de libérer la Palestine ou de punir Israël que de renforcer la domination de la classe dirigeante, tout en détournant l'attention des masses des problèmes internes très brûlants.

MILITANTS REVOLUTIONNAIRES, FRERES ALGERIENS,

Il est plus que jamais nécessaire d'engager une campagne d'explication au sein des unités de production, des sections syndicales ouvrières et paysannes, des organisations de jeunesse, dans les cafés, dans les quartiers afin que votre juste lutte ne bénéficie pas à ceux qui, depuis cinq ans, n'ont fait qu'asseoir leur domination sur les masses laborieuses algériennes.

MILITANTS REVOLUTIONNAIRES, FRERES ALGERIENS,

La lutte dans laquelle vous êtes engagés est une lutte de classe. Les agresseurs impérialistes et leurs valets sionistes ont des alliés, des complices dans l'appareil d'Etat. Il faut les démasquer, ne pas accepter de jouer leur jeu en même temps que de refuser de laisser trahir une fois de plus les intérêts de nos masses laborieuses.

Nos ennemis sont, à l'extérieur l'impérialisme et ses valets et, à l'intérieur, la classe dominante qui exploite les travailleurs algériens et dont les liens avec l'impérialisme sont nombreux. Une preuve éclatante de cette collusion nous a été fournie par les dramatiques événements du Moyen-Orient: les classes dirigeantes, leurs Etats-Majors militaires, leurs armées de métier ont fait la preuve qu'ils étaient incapables de défendre le pays contre l'agression impérialiste, préférant le compromis dégradant à la lutte révolutionnaire, les arrangements et les jeux diplomatiques à la mobilisation des citoyens dans une guerre populaire.

MILITANTS REVOLUTIONNAIRES, FRERES ALGERIENS,

L'heure est à la vigilance.

Même si la vérité est dure à entendre, il faut la clamer.

Ceux-là mêmes qui ont confisqué le mouvement populaire, qui font des déclarations incendiaires, qui fusillent de la parole l'impérialisme sont, en réalité, ses alliés les plus sûrs dans l'asservissement des masses populaires, dans leur maintien sous la botte policière, dans leur arriération économique.

Il faut avoir la lucidité et le courage de voir que ceux-là mêmes qui, aujourd'hui, proclament à la radio et à la télévision leur volonté de libérer la Palestine ont mis le peuple algérien à genoux, ont détruit ses organisations, ont réprimé ses syndicats, ont traqué les militants révolutionnaires, ont contraint à l'exil les meilleurs des fils de l'Algérie, ont corrompu notre jeunesse, ont dilapidé les fonds de l'Etat, ont saboté les conquêtes populaires y compris l'autogestion, ont préparé une farce électorale, ont supprimé toutes libertés au peuple...

Comment, dans ces conditions, peuvent-ils espérer que nous leur ferons confiance pour diriger notre combat?

Notre lutte sera victorieuse si elle est dirigée par les masses laborieuses elles-mêmes.

Elle vaincra si elle démasque tous les ennemis du peuple et de la révolution, si elle dénonce tous les mensonges, si elle barre la route à toutes les tromperies.

La parole est aux militants révolutionnaires, aux travailleurs algériens, aux jeunes:

- POUR QUE CHAQUE CITOYEN RECOIVE UNE ARME
- CONTRE L'IMPERIALISME ET SES ALLIES OU QU'ILS SE TROUVENT
- POUR UN POUVOIR POPULAIRE PAR LA REVOLUTION SOCIALISTE
- CONTRE LES CAMPAGNES MENSONGERES ET LES PROMESSES DEMAGOGIQUES
- POUR UNE ACTION COMMUNE AVEC TOUS LES PEUPLES DU VIETNAM, DE LA PALESTINE, DE LA SYRIE, DE L'AMERIQUE - LATINE et D'AFRIQUE !

Le 5 Juillet 1967

P.R.S.

En une semaine, l'agression sioniste a placé le monde arabe cette mosaïque d'Etats et de régimes socio-économiques, face à son destin. Une lumière crue a été jetée sur une réalité, trop longtemps masquée par des slogans qui voulaient faire oublier les antagonismes multiples.

C'est un véritable tremblement de terre qui, en cinq jours, a ébranlé cette partie du globe. Du 5 au 10 juin, les troupes israéliennes ont occupé le Sinaï, atteint le canal de Suez et détruit l'aviation égyptienne; elles ont envahi une grande partie de la Jordanie et démantelé le système défensif syrien, pour s'installer dans les faubourgs de Kuneitra, à dix kilomètres à l'intérieur de la Syrie. Et le bilan ne doit pas s'arrêter aux seuls faits militaires; il faut tenir compte aussi des innombrables victimes, des familles chassées de leurs villages, des combattants brûlés par le napalm. Les blessures sont encore béantes et il est trop tôt pour émettre un diagnostic précis. Mais ce n'est pas trop s'avancer que de dire que le monde arabe a connu, à nouveau, une de ces défaites graves qui pèsent sur l'avenir.

C'est de cette réalité qu'il faut partir pour déterminer notre attitude politique. Il faut abandonner la complaisance, les fanfaronnades hystériques au profit de la lucidité. Nous devons, nous Arabes, reconnaître que "l'Etat" d'Israël a infligé une défaite militaire cuisante à tous les gouvernements arabes qui, depuis 1948 et, plus encore, depuis la douloureuse agression contre l'Egypte en 1956 n'ont parlé que de guerre, de revanche, de retour des réfugiés Palestiniens sur leurs terres.

Comment et pourquoi ces Etats arabes se sont-ils, au moment décisif, laissés écraser par l'offensive israélienne ?

Comment expliquer le décalage entre l'audace toute verbale des déclarations officielles et la rapidité de la défaite sur le terrain ?

LES CHANCES DE LA REVOLUTION

Tant que nous, Arabes, n'aurons pas clairement répondu à ces questions, l'avenir ne sera pas garanti contre la répétition des défaites humiliantes.

où sont les responsables ?

On a voulu expliquer la défaite arabe par l'aide fournie à Israël par les impérialistes Anglais et Américains.

Cette explication contient une part de vérité: depuis son origine, "l'Etat" d'Israël a vécu d'un constant apport de capitaux américains; ses armées sont équipées d'un matériel occidental ultra-moderne; sa politique générale s'intègre directement dans la stratégie impérialiste.

Mais nous voyons tous les jours, au Vietnam, un peuple vaillant, résolu et organisé faire face, avec succès, à la folie destructrice de plus d'un demi-million d'Américains et de leurs alliés, soutenus par l'Etat industriel le plus avancé du monde.

Pourquoi une résistance du même ordre n'a-t-elle pas été possible au Moyen-Orient ?

On a également fourni comme excuse le lâchage soviétique. Celui-ci fut réel: au moment où les Etats arabes avaient besoin d'une aide militaire et politique, ont vît les Brejnev et les Kossyguine faire de la diplomatie, c'est-à-dire chercher un compromis.

Mais qui pouvait croire en la vocation révolutionnaire de l'Union Soviétique, à moins d'être complètement aveugle? Il y a belle lurette qu'à Moscou on a choisi la coexistence pacifique et que l'on préfère donc le maintien des grandes puissances aux dépens des intérêts des peuples et des classes opprimées.

Faut-il invoquer d'autres prétextes? Parler de la défériorité des armements, de la supériorité des effectifs armés adverses? Ne serait-il pas plus honnête de dire toute la vérité, de relever:

- l'impréparation militaire quasi-totale,

- le manque de vigilance et de coordination,
- l'absence de toute volonté de combattre.

Toutes ces tares se sont manifestées au niveau du commandement.

Ce sont les généraux et les ministres, les officiers supérieurs et les cadres de l'administration qui ont montré leur incapacité foncière. Il était possible d'élaborer un plan stratégique qui aurait rassemblé toutes les forces arabes. Au lieu de cela, chaque Etat s'est laissé battre isolément. On aurait pu prévoir les initiatives israéliennes, et on a laissé écraser au sol l'aviation égyptienne.

Encore une fois, les responsables sont les dirigeants. Les soldats, pour leur part, se sont battus bravement face à l'ennemi. Ainsi, les combattants égyptiens ont préféré s'éparpiller dans le désert du Sinaï plutôt que de se rendre, lorsque le dispositif a craqué. Beaucoup sont morts dans des souffrances atroces, prouvant leur obstination et leur volonté de vaincre ou de mourir.

exploiteurs de tous pays..

Une fois fixées les responsabilités de la défaite, on découvre une autre vérité. Cette vérité, nous devons, nous arabes, la crier bien haut, au risque de soulever l'indignation générale. Peu nous importe les cris scandalisés de certains: ce n'est pas en vain que nous proclamons sans cesse que seule la vérité est révolutionnaire.

Le monde arabe, notre monde, est malade, gravement malade.

Sa maladie a un nom: c'est le maintien au pouvoir de classes exploiteuses qui, sous le couvert des intérêts nationaux et des traditions islamiques, ne cherchent qu'à maintenir leurs privilèges aux dépens des masses laborieuses.

Jetez un regard sur le monde arabe, de l'Océan Atlantique au Golfe Persique: partout vous y verrez la même chose, sous des formes diverses, le sous-développement, la corruption des pouvoirs établis, les luttes de clans qui se disputent la faveur des impérialistes, la démagogie et, surtout, le refus de baser le pouvoir sur les ouvriers et les paysans.

Nous ne mettons pas tous les Etats arabes sur le même plan. Nous savons que la Jordanie de Hussein et l'Arabie de Fayçal sont les soutiens directs des Etats-Unis. Nous connaissons la politique de Bourguiba. L'Egypte et, plus encore, la Syrie sont, au contraire, menacés par l'impérialisme qui voit en elles des foyers d'instabilité, dangereux pour le maintien de l'ordre social au Moyen-Orient. Cela signifie-t-il pour autant que ces pays sont engagés vers le socialisme? Il suffit, pour répondre à cette question, de voir comment s'est déroulé la guerre dans ces pays. En Egypte notamment, les dirigeants militaires ont clairement montré qu'ils ne voulaient pas se battre. Depuis 1952, ils sont pourtant à la tête de l'Etat. La nationalisation des moyens de production leur a remis en main tous les leviers de commande, aussi bien que l'essentiel des privilèges économiques. Et ils ont démontré que, dès lors, seul leur importait le maintien de ces privilèges, au mépris même des intérêts de la patrie.

La réalité du monde arabe, notre réalité, est donc dans le divorce qui existe entre les masses et le pouvoir. Tout le mal est là et il faut le crier à satiété, car les véritables vaincus de la guerre n'ont pas été les masses populaires, maintenues à l'écart, abandonnées à leur sort misérable. Tant que subsistera ce divorce, il est utopique d'espérer un relèvement véritable. Ni les dépenses d'armement, ni l'augmentation d'effectifs déjà pléthoriques ne remédieront à la situation.

un seul front antiimpérialiste

Il suffit, pour se convaincre de la vérité de cette remarque, de considérer le déroulement des luttes dans le monde.

Partout, les peuples se dressent pour conquérir leur liberté, leur indépendance, leur émancipation sociale. De la Rhodésie à la Bolivie, de l'Afrique-du-Sud au Vénézuéla, de Saint-Domingue au Vietnam en passant par l'Angola, à Cuba enfin, les masses les plus exploitées se dressent pour en finir avec leurs oppresseurs. Partout, elles se heurtent à deux ennemis:

- l'impérialisme mondial, dirigé par les Etats-Unis, véritables gendarmes au service de la contre-révolution;

- les classes dominantes locales, financiers et commerçants "nationaux" liés au marché capitaliste, militaires détenant le monopole du pouvoir, petits-bourgeois mués en exploités par le monopole qu'ils exercent dans l'administration et le parti unique.

Dans le monde entier, par-delà les différences secondaires et les conflits temporaires, l'ennemi a adopté une seule stratégie, la stratégie qui consiste à étouffer dans l'oeuf tous les mouvements authentiquement révolutionnaires, ceux qui mettent directement en action les ouvriers et les paysans. Les pressions hypocrites peuvent succéder aux interventions meurtrières, le but est toujours le même; il consiste à étouffer dans l'oeuf l'affirmation des masses.

Face à cette stratégie unique, les classes opprimées doivent répondre par une contre-stratégie, unique elle aussi. Les peuples arabes doivent, par les actes et non seulement les paroles, montrer qu'ils sont des combattants de la grande guerre des peuples contre l'impérialisme. Ils doivent montrer leur solidarité active avec tous ceux qui luttent pour leur libération. Ils doivent, aussi et surtout, tirer les leçons des batailles menées par leurs frères dans le monde entier.

Or, l'enseignement principal des révolutions victorieuses - celles qui ont détruit ou sont en train de détruire la puissance impérialiste dans leur pays - est parfaitement clair. Par-

actionnaires et régimes progressistes n'a qu'une valeur bien relative. Il indique simplement que les divers Etats du monde arabe n'occupent pas la même place sur l'échiquier diplomatique de l'impérialisme. Cela peut présenter quelque intérêt sur le plan tactique; cela ne modifie pas fondamentalement la situation des masses.

Ces régimes, dans les meilleurs cas, poursuivront la politique de la balance. Un jour, ils frapperont quelques représentants trop compromis de la réaction; le lendemain, ils réprimeront les manifestations des travailleurs. Ils donneront des armes au peuple lorsque la situation militaire sera désespérée mais refuseront d'organiser en permanence l'armement des conseils d'ouvriers et de paysans. Ils dénonceront l'impérialisme avec beaucoup de pompe, mais ne feront aucun pas réel pour devenir les alliés des combattants anti-impérialistes du Vietnam ou d'Amérique-Latine. Il n'est que de se rappeler la politique de Nasser pour en être convaincu.

La grande faille est là et il ne sert à rien de crier à l'impérialisme, de se griser de mots ronflants, de faire résonner les radios de déclarations enflammées et d'hymnes patriotiques. Il est absurde de se bourrer d'armes et de grossir les effectifs d'armées inadaptées à leur rôle et, en fin de compte, ruineuses. Le courage, la force, l'esprit de sacrifice et de résistance, la foi révolutionnaire sont ailleurs.

Ces qualités sont dans nos paysans affamés et abandonnés, dans nos ouvriers vivant au jour le jour, dans nos artisans et nos petites gens qui travaillent de leurs mains. Elles sont dans notre jeunesse estudiantine ou ouvrière; elles sont dans le peuple que l'on méprise et exploite, que l'on maintient à l'écart, dans l'analphabétisme, la faim et l'injustice. Elles sont dans le peuple travailleur qui ne connaît de la liberté que le nom, de la démocratie que les élections truquées, du socialisme que la misère, des droits syndicaux que la férule d'un parti unique. - le plus souvent inexistant hors des limites de ses bureaux.

DANS LE MONDE ARABE

M. BOUDIAF

tout où existe un parti réellement révolutionnaire, capable, grâce à son programme clair, d'organiser pour la lutte le grand nombre des travailleurs, la victoire se profile à l'horizon. C'est ainsi que, malgré des difficultés énormes, Cuba, la Chine, le Vietnam ont pris leur destin en main. Ailleurs, au contraire, il n'y a que recul, retraite, défaite et humiliation.

La réalité de la seconde moitié du XX^e siècle est déterminée par le duel à mort entre l'impérialisme et les classes opprimées du monde entier. Dans cet affrontement, l'Union Soviétique et ceux qui la suivent ont choisi de "coexister" d'abord autrement dit, de laisser faire et, dans la mesure du possible, de profiter des conflits en cours au mieux de leurs intérêts et de leurs influences de pays développés. Ceux qui leur porteront une confiance aveugle connaîtront des lendemains amers, marqués de lâchages sans cesse plus écoeurants.

Aujourd'hui, pour nous tous, l'heure du choix est venue:

- ou bien nous accepterons de nous laisser digérer, en nous mettant sous la dépendance d'une grande puissance, Etats-Unis ou même Union-Soviétique, et nous devons renoncer à la lutte pour nos propres intérêts;

- ou bien, nous nous organiserons, nous établirons chez nous le pouvoir des ouvriers et des paysans et, renonçant à la politique de prestige qui ne profite qu'aux exploités en puissance, nous bâtirons des régimes socialistes qui ne dépendront que de nos propres forces et de celle de nos seuls alliés: les classes exploitées du monde entier.

révolution dans le monde arabe

Face à ce dilemme, où en est le monde arabe ?

Nous l'avons déjà dit, à l'exception possible de la Syrie qui est encore à ses débuts, aucun des Etats arabes ne peut être classé dans la catégorie des pays socialistes. Là même où ne subsistent pas de pouvoirs monarchiques féodaux, nous avons affaire à des gouvernements militaires ou petits bourgeois, régimes policiers, constitués de véritables castes de profiteurs. Dans cette mesure, le pseudo-clivage entre régimes ré-

A ces ouvriers, à ces paysans, à ces jeunes, à ce peuple travailleur, tout le pouvoir doit revenir.

C'est la condition de l'efficacité dans la lutte.

Si nous nous inspirons de ces principes pour tracer notre voie dans la crise qui a secoué le Moyen-Orient, nous arriverons à des conclusions indiscutables:

- la seule stratégie anti-impérialiste possible exige l'alliance politique avec les exploités qui combattent les armes à la main, pour la libération des peuples.

Pas d'alliance avec les pays nantis, Union Soviétique comprise, ni avec les régimes qui en dépendent.

Pour vaincre le sionisme, agence de l'impérialisme, les menaces d'extermination et le renforcement des cliques militaires n'ont aucune utilité pratique. Il faut mobiliser les peuples du Moyen-Orient pour qu'au moment le plus favorable du point de vue du rapport des forces mondiales, ils déclenchent une action de masse qui mette fin à "l'Etat" sioniste, sans pour autant se livrer à aucun génocide;

- le seul moyen de mobiliser les masses contre l'impérialisme consiste à laisser le maximum d'initiatives au peuple travailleur.

Assez de privilèges accordés aux cliques militaires. Partout doivent s'organiser d'authentiques milices, basées sur les comités d'ouvriers et de paysans.

Ainsi, la lutte contre l'impérialisme et ses défenseurs au Moyen-Orient deviendra un moment de la lutte pour la révolution socialiste arabe.

Il est grand temps de prendre parti et tous les peuples arabes, après cette dure épreuve sont placés devant le choix:

- ou bien, dans chaque pays, l'alliance de la paysannerie, des ouvriers, des intellectuels socialistes, de la jeunesse, des soldats; qui auront compris que leur intérêt est du côté de leur peuple, se réalisera et engagera la lutte; et dans ce cas ni le sionisme, ni l'impérialisme n'y pourront rien;

- ou bien tout continuera comme par le passé et il n'y aura au bout du chemin que d'autres impostures, d'autres défaites, que le cortège des humiliations et des servitudes qu'elles entraînent.

PEUPLES ARABES, UNISSEZ-VOUS CONTRE TOUS VOS EXPLOITEURS!

LA VRAIE NATURE

- une enclave coloniale
- un état capitaliste
- un bastion du racisme
- un avant-poste de l'imperialisme

La fabrication de "l'Etat" fantoche d'Israël au Moyen-Orient est le point de départ d'une longue suite d'agressions contre les peuples arabes et, en particulier, contre le peuple Palestinien. Une analyse en profondeur des caractéristiques de "l'Etat" sioniste est indispensable si l'on veut comprendre et interpréter correctement les récents événements du Moyen-Orient.

I - ISRAEL EST UNE ENCLAVE COLONIALE EN TERRE ARABE -

Rappelons brièvement les circonstances de la création de "l'Etat" d'Israël.

Les débuts de la colonisation sioniste en Palestine ont coïncidé avec la poussée coloniale des années 1880, vers l'Afrique. Le rêve des sionistes était la création d'un Etat juif où devaient converger les Juifs du monde entier et la naissance d'une nationalité juive basée sur des liens religieux et de prétendus liens raciaux. Cependant, l'idée attire peu de monde jusqu'en 1897. Au congrès sioniste de Bâle, Théodore Herzl définit l'objectif du sionisme: "Créer en Palestine un foyer pour le peuple juif garanti par le droit public". La ligne générale de la colonisation sioniste en Palestine fut tracée. Une "Organisation Sioniste Mondiale" fut créée, ainsi que des institutions bancaires pour financer la colonisation: "Trust Colonial Juif", "Commission pour la Colonisation" etc... Le but avoué du mouvement sioniste était d'occuper, par n'importe quel moyen, la terre de Palestine et d'en chasser les habitants. Pourtant, en 1914, malgré les efforts des sionistes, leur mouvement n'avait remporté aucun succès: ils restaient l'infime minorité (1 % des Juifs du monde entier) et, en Palestine, les Juifs constituaient moins de 8% de la population totale et possédaient 2,5% du territoire.

Avec la fin de la première guerre, l'empire Ottoman s'effrite et les grandes puissances européennes s'intéressent de près au sort de la Palestine. Les uns, en particulier la France, sont partisans de l'internationalisation de la zone à cause de la proximité du canal; la Grande-Bretagne, quant à elle, souhaite ardemment obtenir le contrôle de cette région. Quant aux Palestiniens, personne ne leur demande leur avis. Les Anglais obtiennent gain de cause et reçoivent de la S.D.N. le mandat sur la Palestine, en grande partie grâce au soutien actif du mouvement sioniste qu'ils récompensent par la déclaration dite de "BALFOUR", aux termes de laquelle l'Angleterre donne son appui à la création d'un "Foyer National Juif" en Palestine.

Par ailleurs, les Britanniques reconnaissent "l'Organisation Mondiale Sioniste" comme représentante des Juifs, sous le nom "d'Agence Juive", à laquelle ils accordent toutes les facilités en vue de provoquer une immigration massive de Juifs qui bénéficieront de domaines publics et qui seront autorisés à constituer une force armée juive: la HAGANA, alors que ces droits sont refusés à la majorité arabe. La Grande-Bretagne se montre, en outre, très indulgente à l'égard des groupes terroristes STERN et IRGOUN.

C'est donc l'alliance entre le colonialisme sioniste et l'imperialisme anglais qui a permis la colonisation sioniste de la Palestine.

En 1947, grâce à cette poussée vigoureuse, les Juifs sont au nombre de 600.000, c'est-à-dire un tiers de la population, mais ils ne possèdent que 6% des terres. Depuis quelques années, le sionisme a changé d'alliés, il a trouvé dans les USA un allié plus engagé et plus ferme - c'est aux U.S.A. que l'Organisation sioniste est la plus puissante. Ce sont les Améri-

cains qui provoquèrent la création de "l'Etat d'Israël". En effet, lors du vote de l'O.N.U. sur le plan de partage, aucun pays africain ni asiatique ne se prononce en sa faveur. C'est sous la pression américaine que par 33 voix contre 13 et 10 abstentions que le projet fut adopté. La résolution attribue 57,47 % du territoire de la Palestine à "l'Etat juif", alors que les Juifs n'étaient qu'une minorité. Mais ce plan ne fut guère respecté car, les sionistes, reprenant à leur compte les sinistres thèses nazies de "l'espace vital", se dépêchèrent d'élargir les frontières qui leur étaient fixées par la force des armes - opération répétée depuis à plusieurs reprises.

En effet, au fur et à mesure que les forces britanniques se repliaient, les organisations militaires juives occupaient les régions libérées et, par le recours aux raids terroristes, les vidaient de leurs habitants. L'armée britannique se contentait de réprimer la résistance palestinienne. A cette époque, on pouvait lire dans le journal "Dour-Hagore": "Les Juifs doivent purifier leur patrie des usurpateurs; que les musulmans s'en aillent au Hedjaz ou dans le désert; quant aux chrétiens, ils pourront émigrer au Liban"... C'est alors la purification, comme on peut le constater:

- le 9/5/48, massacre de Dier-Yassine, razzia sur le village, hommes, femmes et enfants sont fusillés sur la place publique: 250 victimes, exploit à porter au compte du groupe Stern.

- le 11/5/48, raid contre le village de Nasr-Eddine: 40 survivants.

C'est dans cette foulée que le comte Bernadotte, médiateur de l'O.N.U., fut assassiné le 11 septembre 1948, par les terroristes du groupe Stern.

Le 15 Mai 1948, "l'Etat" d'Israël fut fondé et de nombreux territoires sont investis par les armes. Après la défaite des armées arabes, alors encadrées par des officiers anglais, et la trahison de Abdullah de Jordanie (qui obtient pour prix de sa félonie un morceau de la Palestine: la Cisjordanie), les Palestiniens sont abandonnés à la terreur juive et ils sont obligés de quitter leur pays en masse et voient tous leurs biens confisqués - 40.000 Palestiniens ont fui la seule ville de Haïfa.

D'ISRAEL

L'installation d'Israël est le fait des armes et de la force. C'est de la force qu'il tire la source de son existence.

Depuis 1948, 2 millions de Juifs sont venus occuper la terre de Palestine et "l'Etat" d'Israël est parvenu à annexer les trois quarts du territoire. Après l'agression du 5 juin dernier c'est un territoire deux fois plus grand qui est en voie d'annexion.

L'AGRESSION CONTRE LE PEUPLE PALESTINIEN -

Le peuple palestinien fut contraint soit à périr soit à partir. Les Britanniques ont largement aidé à la réalisation de cet objectif - comme le dévoile Weizmann dans ses mémoires: "Et je ne trahis aucun secret en disant que nous nous sommes mis d'accord avec l'Angleterre pour qu'elle nous livre la Palestine débarrassée des Arabes avant la fin du mandat". Aujourd'hui, on compte 1.200.000 réfugiés en Jordanie, 400.000 à Gaza, 10.000 en Syrie, 130.000 au Liban, 10.000 en Egypte, 10.000 en Irak et Koweït. Leur condition d'existence dans les camps de réfugiés sont des plus lamentables. La création de l'U.N.R.W.A. par l'O.N.U., avec un budget de 40 millions de dollars ne résout pas le problème. Seule une partie des réfugiés reçoit une aide de 50 centimes par jour.

Le caractère colonialiste de "l'Etat" d'Israël est confirmé par l'opération de spoliation des biens appartenant aux Palestiniens par une série de lois:

- loi des absents, de 1950 qui met sous séquestre les biens des Palestiniens qui ont quitté la Palestine à la date du 2 novembre 1947;

- en 1952, loi de l'appropriation des terres qui a permis l'expropriation de terres appartenant aux Arabes, sous divers prétextes;

- enfin, en 1953, une loi attribuée définitivement à "l'Etat" toute terre non exploitée par le propriétaire lui-même.

D'après les experts, les biens confisqués atteignent le chiffre de 5 milliards 800 millions de dollars dont les revenus annuels bruts, en 1947, atteignaient la somme de 160 millions de dollars: soit 4 fois le budget de l'U.N.R.W.A. A cela il faut ajouter les "avoirs" sterling revenant à la Palestine qui furent bloqués par le gouvernement britannique le 22 février 1948, ainsi que les droits et propriétés appartenant au gouvernement du mandat, cédés à Israël (le 1er mai 1951, 14 millions de livres sterling furent débloquentées en faveur d'Israël).

II - ISRAEL EST UN ETAT CAPITALISTE ET RACISTE -

Israël s'évertue à glorifier ses réalisations économiques et sociales. Ces dernières sont présentées aux pays d'Afrique et d'Asie comme autant d'exemples à suivre.

La propagande tapageuse consistant à assimiler les kibboutzim aux kolkhozes russes ne peut convaincre personne quand on sait que ce système économique n'intéresse que 3,3% de la population et que, par ailleurs, les Arabes en sont totalement exclus.

Cependant, le caractère capitaliste de "l'Etat" sioniste apparaît clairement quand on se réfère à des analyses économiques faites par des économistes Israéliens.

L'un deux, le docteur Chaoul Zarchi écrit: "Israël est un cas privilégié... L'immigration européenne l'a pourvu d'un nombre pléthorique de cadres expérimentés; l'immigration en provenance des pays musulmans ainsi que la minorité arabe autochtone lui ont fourni une main-d'oeuvre abondante et peu onéreuse".

D'autre part, un flot constant de capitaux n'a cessé de déferler sur Israël: entre 1949 et 1964, près de 6 mille millions de dollars sont entrés dans les caisses israéliennes, soit une moyenne de 400 millions par an. Cette énorme importation de capitaux étrangers a représenté en 1962, 34,3% du revenu na-

LES ANCIENS REFUGIES ...

tional d'après Shoul Zahri qui ajoute: "Le rôle décisif du capital étranger a eu une conséquence importante... L'isolement géo-politique du nouvel Etat entraîna sa dépendance quasi-totale vis à vis de l'Occident. Il fallait bien attirer les investissements étrangers en leur offrant de multiples privilèges; libéraliser l'économie pour rassurer les bayeurs de fonds américains, français et anglais... Offrir aux immigrants fortunés la possibilité de faire fructifier leur argent"...

L'HISTADROUTH (Centrale Syndicale Israélienne) se transforma progressivement en une "centrale patronale". Selon une statistique officielle, 2.000 nouveaux millionnaires "partis de rien", ont édifié leur fortune au cours des toutes dernières années. En fait, on voit que les sionistes ont édifié un Etat capitaliste, basé sur l'exploitation des minorités raciales.

ISRAEL: ETAT RACISTE -

Ce caractère raciste est lié intimement à la structure capitaliste d'Israël. Les impérialistes usent du racisme pour mener leur campagne d'exploitation dans les pays afro-asiatiques, en Israël, aux U.S.A. et en Afrique du Sud au nom de prétendues supériorités raciales.

Toutefois, Israël tire son caractère raciste principalement de l'idéologie sioniste. Le sionisme se définit comme la foi en l'unité nationale de tous les Juifs, identifiés comme tels, en fonction de leur supposée origine ancestrale commune. Ni la religion ni la langue ne constituent le présumé "lien national" des Juifs (la langue hébraïque ne fut ressuscitée qu'après la naissance du sionisme). Seules des "hypothèses" biologiques (être descendant de juifs) rendent, aux yeux des sionistes, une personne "juive". Haïm Cohen, Juge de la Cour Suprême d'Israël, s'écria en 1963: "L'amère ironie du sort a voulu que les mêmes thèses biologiques et racistes propagées par les nazis servent de base à la définition officielle de la judaïcité au sein d'Israël"... Il est donc parfaitement clair que le sionisme s'identifie à une race. Cette identification raciale donne lieu à trois corollaires: l'auto-ségrégation raciale, l'exclusivisme racial, la suprématie raciale.

1°) Auto-ségrégation raciale. De Herzl à Weizmann, de Ben Gourion à Goldmann les leaders sionistes ont incessamment prêché que le principal ennemi du sionisme n'est point "l'antisémitisme", mais "l'assimilation juive" (il faut entendre par assimilation le refus de nationaux Juifs des thèses sionistes). Selon la pensée sioniste, l'assimilation entraîne la perte de "l'identité juive"; elle constitue le prélude à la dissolution et l'élimination de la "nation juive". Par conséquent, "l'auto ségrégation" est la riposte adéquate à "l'assimilation juive", l'unique voie de la "rédemption" et du "salut" de la nation.

2°) L'exclusivisme racial. En vertu de cette logique, le sionisme rejette toute coexistence des communautés juives et non juives sur le territoire du regroupement juif. La pureté de la race et l'exclusivisme racial restent le fondement essentiel de l'idéologie juive. L'idéal sioniste exige le "retour" de

HOPITAL BOMBARDE

tous les Juifs du monde en "exil" à la terre à "destination juive", à savoir la Palestine, ainsi que l'éviction de tous les non juifs de cette terre... Ce sont là deux conditions fondamentales de la "rédemption nationale" juive.

3°) La suprématie raciale. Ainsi rassemblé et seul, le "peuple élu de Dieu" pourrait manifester la supériorité de la "race juive" et atteindre son "destin spécial".

Jamais, l'esprit humain n'a élaboré une construction aussi achevée en matière raciale. A cet égard, une différence profonde existe entre le racisme sioniste et les formes familières du racisme européen depuis la colonisation de l'Afrique et de l'Asie. Aussi séparés et inégaux qu'ils fussent, les colons et les "indigènes" ont généralement coexisté sur un même territoire. Rien de semblable pour les colons sionistes qui isolèrent les Arabes en Palestine et les évincèrent ensuite de leur patrie. Il est certain que nulle part en Afrique ou en Asie, ni même en Afrique du Sud ou en Rhodésie, la suprématie de la race européenne ne s'est manifestée avec un zèle aussi passionné pour un exclusivisme racial entier et une expulsion physique des populations "indigènes", comme elle l'a fait en Palestine, sous la bannière du sionisme.

Les victimes directes de ce racisme étouffant sont ce qu'il reste de la population palestinienne vivant en Israël et qui s'élève à près de 300.000 personnes (210.000 musulmans, 60.000 chrétiens, 30.000 druzes). Leur situation est similaire à celle des Noirs d'Afrique du Sud et des U.S.A. Ils sont sous l'emprise de lois d'exception dans une vingtaine de zones fermées, véritables "ghettos" où des officiers militaires, disposant d'un pouvoir discrétionnaire, peuvent restreindre la liberté de mouvements des habitants, assigner à résidence, imposer un couvre-feu. Leurs biens, terres et habitations, sont sujets à la confiscation sans indemnisation, par décret administratif et sont alloués aux nouveaux immigrants juifs. Enfin, la population arabe constitue, pour les capitalistes sionistes, une réserve de main-d'oeuvre disponible à bon marché. Privés de tous droits civiques, les Arabes d'Israël se voient interdire l'accès à la fonction publique et le droit à l'instruction. Par le biais du racisme, cette population est réduite à l'état d'un sous-prolétariat mal rétribué et assujettie au chômage et à l'obscurantisme. A ce racisme anti-arabe il faut ajouter celui qui prend pour cible les Juifs originaires d'Afrique du Nord (Safardi) qui sont soumis aux brimades et aux vexations et forment de véritables sous-citoyens.

ISRAEL: EXPANSIONNISTE -

Les leaders sionistes ne font pas mystère de leur désir d'agrandir le territoire déjà conquis. Ils rêvent d'un ensemble national juif de 5 à 6 millions de personnes. Pour cela de nouveaux territoires sont nécessaires. Weizmann écrit dans son livre "Naissance d'Israël": "Je sais que Dieu promet la Palestine aux enfants d'Israël, mais je ne sais pas quelles sont les limites qu'il a établies. Je crois qu'elles étaient plus vastes que celles qui nous sont proposées et comprennent peut-être la Transjordanie"... De son côté, dans un discours adressé aux étudiants de l'Université hébraïque en 1950, Ben Gourion déclare: "Ceci n'est pas la véritable carte d'Israël, vous devez lutter ardemment, par la conquête ou la diplomatie, pour établir l'empire d'Israël qui doit couvrir l'ensemble du territoire allant du Nil à l'Euphrate"...

III - ISRAEL, BASE D'AGRESSION IMPERIALISTE -

La création d'Israël ne se réduit pas à l'occupation de la majeure partie du territoire, de la Palestine et à l'expulsion des Palestiniens. Son implantation au Moyen-Orient répond aus-

si à des impératifs stratégiques impérialistes. En cela, l'existence d'Israël constitue une menace constante pour les mouvements de libération nationale au Moyen-Orient et en Afrique.

Depuis la chute de l'empire Ottoman, la Palestine n'a cessé d'être l'objet de convoitises impérialistes. Située au carrefour de trois continents, près du canal de Suez et ouverte sur les gisements pétroliers arabes, elle présente les caractéristiques essentielles qui ont permis la convergence et la communauté d'intérêts sionistes et impérialistes. Ces derniers se rendaient bien compte que l'établissement d'une enclave étrangère au Moyen-Orient - ayant des prétentions historiques ou bibliques - serait de nature à sauvegarder leurs intérêts face aux menaces du mouvement nationaliste arabe.

Avant et après sa naissance, "l'Etat" des colons sionistes eut recours à la violence en tant que moyen de choix pour l'intimidation et l'éviction des Palestiniens. Depuis son établissement, "l'Etat" sioniste dirige sa violence aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur: contre les arabes, soumis à sa juridiction et contre les Etats arabes avoisinants. L'agressivité sioniste se manifesta par des massacres et la destruction des villes et villages arabes tels que Igrith (décembre 1951), Al-Tirah (juillet 1953), Abou-Ghosh (septembre 1953), Kafr-Qasim (octobre 1956) et Acre (juin 1965). Il convient d'ajouter à ces cas, les pogroms à grande échelle contre les populations civiles de Gaza et Khan-Younis, pendant l'invasion tri-partite de l'Egypte en 1956 et qu'ils viennent de réitérer à Gaza ces derniers temps. Cependant, le prompt recours d'Israël à la violence se concrétise surtout par des attaques militaires en règle contre les territoires arabes avoisinants; outre la guerre de grande envergure déclenchée en 1956 par les sionistes et l'impérialisme anglo-français, des attaques de moindre envergure eurent lieu sur Hama (avril 1951), Qibya (octobre 1953), Gaza (février 1955) et aux alentours du lac Tibériade (décembre 1955 et mars 1962). D'autre part, Israël se veut le gendarme du Proche-Orient. Ainsi, en juillet 1958, après le coup d'Etat d'Irak qui asséna un coup fatal au pacte de Bagdad, Israël mobilise et autorise les avions anglais à survoler son territoire et, en 1966, Levy Eskol actuel premier ministre, déclare qu'Israël ne tolérerait pas un régime de type syrien en Jordanie.

Toutefois, ce rôle de gendarme lui est assigné par l'impérialisme qui voit dans "l'Etat" sioniste un instrument et une pièce maîtresse de sa stratégie dans cette partie du monde.

Le ministre U.S. de la défense, Mac Namara, expliquait en mars 1966, à Montréal, les raisons des U.S.A. à armer Israël: "La constitution d'un réseau défensif formé par les Etats amis des U.S.A., au Proche-Orient, permettrait de retirer la VIème Flotte de la région". A la même époque, un responsable américain déclarait sans ambage: "Les U.S.A. sont convaincus de leur

... LES NOUVEAUX REFUGIES

impuissance à parer directement à chaque éventualité ou incident se produisant dans le monde et qu'ils doivent dorénavant, compter sur la force de frappe d'une nation amie dans la région". Enfin, Dayan (ministre de la défense israélien) disait crûment à un journaliste du "Monde" en avril 1966: "Nous sommes les agents de l'impérialisme? Cette accusation est, bien sûr, ridicule. Certes, nous sommes les alliés, les collaborateurs des puissances occidentales, qu'y a-t-il d'étonnant à cela?".

De telles déclarations sont le comble du cynisme et de l'agressivité. Ce même Dayan est le promoteur du sinistre projet "fédéral", tendant à créer un Etat de type sud-africain où les Arabes palestiniens tiendraient le rôle dévolu aux Noirs en Afrique du Sud. En effet, compte-tenu des oppositions entre les deux populations, dans tous les domaines, il est clair que c'est la communauté la plus développée qui sera la classe dominante dans une telle "fédération".

Lié directement au capitalisme international, en particulier américain, Israël a reçu des fonds soit sous forme d'aide américaine ou de collectes des organisations capitalistes sionistes, soit aussi des réparations de guerre de la part des allemands atteignant la somme de 7 mille millions de dollars. Une telle infiltration de capitaux impérialistes dans l'économie israélienne donne une image flagrante de la collaboration d'Israël avec l'impérialisme. Il devient ainsi possible à un petit Etat qui reçoit une telle injection de capitaux d'apporter une "aide" appréciable aux Etats d'Afrique et d'Asie. C'est ainsi qu'Israël entretient des relations diplomatiques normales avec la plupart des Etats d'Afrique, nouvellement indépendants, sans parler de ses relations privilégiées avec l'Afrique du Sud et la Rhodésie. Des traités de commerce, des accords de coopération et d'assistance technique furent conclus avec la Côte d'Ivoire, Madagascar, Congo, Ghana, Dahomey, Gabon... Ajoutons à cela que de nombreux chefs d'Etats africains ont rendu visite à "l'Etat" sioniste.

En réalité, la volonté de "l'Etat" sioniste qui consiste à se présenter aux africains comme un Etat avancé du "Tiers-Monde", est une tentative de mystification, tendant à faire croire que le développement d'Israël est basé sur des qualités particulières de ses habitants et sur des techniques nouvelles.

Cette recherche de débouchés africains ne s'explique pas par la volonté d'Israël de se faire admettre comme Etat Afro-asiatique - ses positions à l'O.N.U. en sont une preuve - mais bien dans le cadre de la politique de pénétration impérialiste.

Un bref résumé des votes des représentants d'Israël à l'ONU est déjà suggestif:

- Israël a voté contre toutes les propositions visant à l'évocation du problème algérien à l'O.N.U.

- Lors de la 14ème session, Israël a été l'un des Etats qui ont refusé le vote de mesures de rétorsion contre l'Afrique du Sud au sujet de sa politique d'apartheid.

- Israël a voté contre l'établissement de rapports normaux entre la Tunisie, le Maroc et le gouvernement français.

- Ajoutons qu'à propos de l'agression yankee au Vietnam, Israël n'a pas pris position, alors que le général Dayan s'est distingué en participant à des opérations répressives contre les patriotes vietnamiens.

Enfin, rappelons que les mercenaires israéliens encadrent l'armée de Mobutu au Congo Kynshasa (à côté d'anciens SS) et apportent leur aide à Houphouët-Boigny et Tsiranana. Les faits qui dénoncent Israël en tant qu'agent impérialiste ne manquent pas: citons son appui à l'O.A.S. en Algérie, ainsi que son soutien aux colons portugais de l'Angola, du Mozambique et du gouvernement sud-africain.

De même, les sionistes ont créé à Tel-Aviv un institut afro-asiatique, subventionné par l'Histadrout; il a pour but de "former" des cadres syndicaux et déploie une activité considérable pour faciliter l'infiltration d'agents israéliens en Afrique. En conclusion, là où l'impérialisme ne peut intervenir directement, pour des raisons diverses, Israël se fait son agent direct. Il est l'instrument du colonialisme et du néo-colonialisme et, de ce fait, l'ensemble du "Tiers-Monde" est concerné.

A la Conférence Tri-Continentale de la Havane, en 1966, Israël et le sionisme furent dénoncés comme suit:

"Le sionisme mondial est un mouvement colonialiste dans sa nature, agressif et expansionniste dans ses objectifs, raciste dans sa structure, fasciste dans ses moyens et instruments".

"Israël, l'Etat des colons est une base et un instrument de l'impérialisme dans son infiltration économique, politique et culturelle sur les trois continents".

"Le droit des Palestiniens à la libération de leur patrie, n'est que le prolongement naturel de leur droit à la légitime défense".

"La Conférence demande de couper toutes les relations politiques, économiques et culturelles avec Israël, comme elle demande son exclusion de toutes les organisations et instances internationales".

"La conférence met en garde contre la prétendue assistance économique et technique d'Israël à certains pays: elle la considère comme une version déguisée de l'impérialisme américain et du néo-colonialisme".

"Elle condamne l'aide militaire, fournie par Israël à certains gouvernements africains corrompus, en particulier le Congo-Léopoldville".

"La Conférence apporte son appui total à l'Organisation de Libération de Palestine (O.L.P.) dans sa lutte".

"ILS NE PEUVENT PAS ENTRAVER LE MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE DES PEUPLES, LEUR MOUVEMENT DE LIBERATION, PARCE QUE C'EST LA LOI INEXORABLE DE L'HISTOIRE"
(Fidel Castro).

LIBYE

Des émeutes très violentes se sont produites à Ben Ghazi et à Tripoli en signe de protestation contre l'attitude très molle du roi Idriss pendant les événements du Moyen-Orient. La foule a attaqué les bases américaines et anglaises qui ont servi à l'agression contre l'Egypte. Les soldats US ont fait usage de leurs armes à la base de Wheeluo-Field. Ces échauffourées ont fait plusieurs dizaines de morts. Le roi a été obligé de demander l'évacuation des bases américaines.

Lorsque les autorités libyennes ont voulu reprendre les livraisons de pétrole, le syndicat des dockers a lancé un mot-d'ordre de grève.

ADEN lutte implacable

ADEN, 140.000 habitants, 195 Km². Siège du haut-commandement britannique interarmes au Moyen-Orient. 3ème port charbonnier du monde après Londres et New York, rattaché aux 17 sultanats ou émirats qui forment la Fédération d'Arabie du Sud -manoeuvre effectuée pour détacher Aden de la zone Yéménite. En novembre 1963 une résolution de l'O.N.U. exigeait la suppression de la base d'Aden, l'autodétermination, la relaxation des détenus politiques et le retour des exilés.

En principe, les anglais ont décidé de donner l'indépendance à la Fédération de l'Arabie du Sud, le 9 janvier 1968. Que signifient donc les troubles qui n'ont cessé d'ensanglanter la région? En réalité, la base de Bahrein sera maintenue et renforcée. Les anglo-saxons entendent maintenir Aden dans leur zone d'influence et placer au pouvoir des hommes de paille. Par ailleurs, les USA ne seraient pas fâchés de voir l'empire séoudien de Fayçal s'étendre à toute la presqu'île arabe. C'est la raison pour laquelle ils appuient son expédition au Yémen pour soutenir les forces réactionnaires. En effet, le problème d'Aden est lié à celui du Yémen. L'occupation britannique a séparé Aden de l'ensemble politico-économique auquel il appartient.

Mais le peuple ne l'entend pas de cette oreille. De nombreuses manifestations ont eu lieu. Cette année encore, le 12 février, il y eut 12 morts, puis en avril, la commission d'enquête de l'O.N.U. a quitté Aden pour protester contre l'obstruction britannique. Le 20 juin dernier, des manifestations nationalistes ont eu lieu pour protester contre l'agression impérialo-sioniste au Moyen-Orient. Les troupes arabes enrôlées dans l'armée de répression se sont mutinées et ont rejoint les manifestants, tuant 17 militaires anglais et en blessant 26. Ils ont ouvert les portes des prisons, libérant 500 prisonniers politiques. La situation demeure tendue. La lutte s'annonce implacable.

MOYEN ORIENT:

Le peuple algérien a vécu intensément le drame du Moyen-Orient.

Avec beaucoup d'amertume, il a constaté qu'il n'avait ni moyens ni possibilité d'intervenir utilement sur le cours des événements: les énergies formidables contenues dans les masses populaires ont été soigneusement écartées. Compromis, intrigues et trahisons n'ont pas cessé de repousser les peuples arabes à l'arrière-plan et de les empêcher de manifester leur volonté.

Aujourd'hui, les armes se sont tuées sur une défaite sans précédent et le subtil jeu diplomatique occupe le devant de la scène. L'O.N.U. est engagée, une fois de plus, dans de vaines palabres et des débats sans résultat. Les deux "Grands" réglent notre sort autour d'une tasse de thé. Les voyages-éclair, les consultations, les communiqués se multiplient dans tous les camps... Tout un remue-ménage destiné à disperser l'attention et à permettre à chaque gouvernement de jouer son propre jeu en essayant de tirer quelques avantages de la situation.

Etant invulnérables au ridicule, les autorités algériennes continuent à entretenir une atmosphère de guerre: les caves sont aménagées en abris anti-aérien, les sacs de sable traitent de tous côtés, les exercices de défense passive se font à tous moments, les fonctionnaires sont libérés à 14 heures afin de suivre des cours d'instruction militaire. Le peuple a, en principe, le droit d'aller dans les casernes pour apprendre le maniement des armes. Sous prétexte de constituer un budget de guerre, les charges pesant sur les masses se sont lourdement accrues, alors que les denrées de première nécessité disparaissent du marché sous l'action conjuguée de la carence gouvernementale et celle des spéculateurs de tout acabit. La presse nationale débite ses mensonges, la radio appelle au meurtre.

Parce que la "patrie est en danger", les syndicats sont mis sous le contrôle du parti de Cherif Belkacem. On pourrait continuer cette énumération encore longtemps....

Ce qu'il faut souligner, c'est que cette farce paralyse le pays, entretient la confusion mais elle ne porte aucun préjudice à Israël qui poursuit sa politique de provocation et de force.

Les gouvernements arabes avaient menacé l'impérialisme de lui infliger de sérieuses sanctions économiques: les robinets de pétrole s'ouvrent les uns après les autres.

Trois semaines après l'agression impérialo-sioniste contre les pays arabes, il nous apparaît important, en vue d'aider à la clarification, de dresser un bilan et de tirer quelques conclusions à soumettre à la réflexion.

I - DISTINGUER L'AGRESSEUR DE L'AGRESSE -

Il ne fait de doute pour personne que c'est Israël qui, le premier, a commencé les hostilités. Ce qui n'est pas dit assez clairement, c'est que cette agression était préméditée et qu'elle a été minutieusement préparée et de longue date. Depuis sa création par l'impérialisme anglo-américain, Israël a mis à profit toutes ses ressources matérielles et techniques ainsi que l'importante contribution financière du "Mouvement Sioniste Mondial", pour forger un instrument militaire d'agression particulièrement efficace.

On a cherché à expliquer que l'agression sioniste était préventive, que c'était une mesure de précaution contre une attaque arabe imminente. Les événements ont démontré qu'une telle thèse était insoutenable: les gouvernements arabes, malgré leurs déclarations, n'avaient aucunement l'intention de porter le conflit sur le plan militaire. Sous la pression conjuguée des Américains et des Russes, Nasser devait maintenir la bataille sur le plan politique uniquement. Cela Israël le savait mieux que personne (ainsi que beaucoup d'autres choses, d'ailleurs).

Au point de départ, on trouve la volonté commune de la CIA et de l'Etat-Major israélien de tenter un grand raid de représailles dont l'objectif était la destruction de Damas et le renversement du régime syrien, jugé trop révolutionnaire et trop engagé dans la lutte contre les intérêts impérialistes dans cette région - notons que cette politique de représailles contre les populations arabes frontalières n'est pas nouvelle. Elle constitue de la part d'Israël un état d'agression permanente.

La machiavélique préparation de l'agression du 5 juin s'est faite en deux temps:

1°) La première opération consistait à mettre en condition l'opinion internationale de façon à ce que l'attaque israélienne passe pour un acte de légitime défense. Jamais on a autant parlé des 6 millions de Juifs massacrés par les nazis (dans le but bien évident de confondre le problème juif et le problème d'Israël et de créer, chez les populations occidentales, un sentiment de culpabilité). Une campagne de presse (chèrement financée) fut menée, qui présentait le petit "Etat" d'Israël comme la pauvre victime des Arabes assoiffés de sang.

Pendant ce temps, les généraux Israéliens, réunis autour de Moshé Dayan, aidés de leurs collègues Américains et Anglais, mettaient au point leur plan de campagne dont le double objectif était: d'une part porter un coup mortel aux armées arabes et, d'autre part, conquérir de nouveaux territoires destinés à permettre la croissance de "l'Etat sioniste".

2°) Une fois les préparatifs terminés, il fallait trouver le moment favorable pour lancer une attaque éclair. -La stratégie habituelle des Israéliens a toujours été celle de l'attaque-surprise, suivie d'un règlement négocié rapide. Car Israël est incapable de résister à une guerre de longue durée -. Le moment fut choisi en fonction de certaines démarches diplomatiques qui provoquèrent, en ce week-end du 4 juin, ce qu'il est convenu d'appeler une détente: ce sont, dans l'ordre, les démarches de Washington demandant au Caire d'envoyer un émissaire pour étudier la possibilité d'un règlement au conflit né du blocus d'Akaba, puis, la déclaration apaisante de Abba Eban et, comble d'ironie, c'est au cours de cette même nuit du 4 au 5 juin que "l'Union Soviétique" adressait un avertissement aux Arabes, leur demandant de ne pas attaquer les premiers, s'ils voulaient continuer de bénéficier de son soutien; du même coup cela enlevait aux armées arabes la possibilité de mener l'offensive sur le plan militaire, si tant est qu'ils en aient eu envie. Bien sûr, tout cela n'explique pas l'inexcusable manque de vigilance des Etats-Majors arabes et l'imprévoyance de leurs gouvernements.

L'armée israélienne a lancé son attaque essentiellement contre l'aviation arabe, s'assurant la maîtrise aérienne. Cette attaque s'est soldée par un succès total qui s'explique, si l'on tient compte du fait que, malgré leur soi-disant "neutralité", les Anglo-Américains ont fait bénéficier les Israéliens

OUI A LA GUERRE POPULAIRE

des renseignements militaires et stratégiques pris par les avions-espions U.2, que la VIème Flotte américaine a aidé au brouillage des radars égyptiens en même temps qu'elle fournissait une couverture aérienne à Israël. Enfin, il semble que les bases anglo-américaines de Libye ont servi au décollage des bombardiers israéliens. Il n'est pas exclu, en outre, que les impérialo-sionistes aient bénéficié de nombreuses complicités au sein des Etats-Majors arabes.

Toujours est-il que, par ce coup en traître, les agresseurs sionistes ont acquis, pour leur aviation, la liberté de détruire hommes et matériels, en toute sécurité.

Avec une sauvagerie rarement atteinte, l'aviation israélienne s'est attaquée aux armées des trois pays arabes effectivement engagés dans la bataille - à ce sujet, il faut rendre hommage aux soldats Syriens, Jordaniens, Egyptiens qui, malgré le napalm, les bombes à billes et autres moyens de destruction, se sont battus jusqu'au sacrifice suprême.

BROILES AU NAPALM

L'acharnement et la barbarie des Israéliens ont été particulièrement remarquables et l'opinion internationale s'en est trouvée retournée. Notons, avant de clore ce chapitre, un fait particulièrement significatif: pendant plus de 48 heures, après l'acceptation du cessez-le-feu par les Syriens, les Israéliens continuèrent leur assaut dans la direction de Damas et ce n'est qu'au prix d'une résistance acharnée de la population que le pire a pu être évité.

II - DENONÇONS LE CARACTERE IMPERIALISTE DE L'AGRESSION -

En fait, c'est l'alliance entre l'impérialisme anglo-américain et le sionisme qui est à la base de la victoire militaire d'Israël.

Pour l'impérialisme américain, il s'agit, une fois de plus, d'intervenir directement ou indirectement pour préserver ses intérêts économiques et stratégiques menacés par l'agitation révolutionnaire. Cela n'est pas nouveau. L'agression est devenue une pratique courante des américains dans leur politique de domination. Lors de la récente réunion des 14 pays, membres de l'O.T.A.N., la stratégie américaine concernant l'Europe a été clairement définie. Si le dispositif stratégique du front Centre-Europe n'inspire pas d'inquiétude aux américains (il peut être tenu par les forces européennes), il n'en est pas de même pour la Méditerranée orientale, jugée trop faiblement gardée. Pour McNamara, la "constitution d'un réseau défensif formée par des Etats amis des U.S.A. au Proche-Orient, permettrait de retirer la VIème Flotte" (mars 1966). Le premier de ces "Etats amis" c'est la Grèce, née du coup d'Etat, l'étape suivante, c'est l'intervention actuelle au Moyen-Orient.

Depuis la doctrine Eisenhower de colonisation pure et simple, jusqu'à la tentative de création d'un pacte islamique sous l'égide de Fayçal d'Arabie, en passant par le pacte de Bagdad, les Américains n'ont pas caché leur intention d'intégrer les pays arabes du Moyen-Orient dans leur "réseau défensif". Malgré la création d'Israël, au coeur même du monde arabe, et qui demeure la pièce maîtresse de la stratégie américaine dans cette région - "le dernier bastion de l'Occident en Orient", le problème n'a pu être réglé. Trois Etats échappaient plus ou moins au contrôle direct des U.S.A. Si la situation a pu être normalisée par le coup d'Etat en Irak et l'élimination des ministres nationalistes, elle n'a pu être modifiée ni en République Arabe Unie où Nasser constituait une force armée avec l'aide soviétique, ni en Syrie, où la coup d'Etat organisé par

la C.I.A. en septembre dernier, a échoué lamentablement. De plus, la situation à Aden devient de plus en plus grave tandis que les foyers de lutte au Yémen se maintiennent malgré l'aide américaine apportée à Fayçal d'Arabie. Tous ces faits ont amené les Américains à envisager l'intervention directe dans le double but de démanteler les armées arabes et, éventuellement de provoquer la chute des régimes syrien et égyptien.

Pour les sionistes, l'occasion était trop belle car, la relance de l'activité révolutionnaire des Palestiniens, sous l'impulsion du régime révolutionnaire de Syrie, les gênait ce qui a fait dire, moins d'un mois avant l'agression, au général Rabin, chef d'Etat-Major d'Israël: "Tant que les ardents révolutionnaires de Damas n'auront pas été renversés, aucun gouvernement ne pourra se sentir en sécurité au Moyen-Orient". Par ailleurs, les Israéliens n'ont jamais caché leur visée territoriale; les objectifs territoriaux du 5 juin ont été fixés à l'avance et, dès le début de l'agression, des déclarations ont été faites dans le sens de l'annexion (pressés par le cessez-le-feu, les Israéliens ont annoncé l'occupation de zones qu'ils n'avaient pas encore atteinte, fidèles en cela à leurs vieilles méthodes).

En résumé, nous pouvons affirmer que l'agression du 5 juin a été organisée à l'avance et que ses buts avoués ou non sont:

1°) Modifier le rapport de forces dans une région du globe et éliminer les germes possibles de processus révolutionnaire, objectif qui entre dans la stratégie de l'impérialisme américain qui s'oppose, par tous les moyens, à ce que les peuples choisissent un destin qui ne soit pas conforme à celui qu'il leur fixe.

2°) Barrer la route à l'influence communiste, enfoncer les positions soviétiques dans cette région (ce qui, en soi, justifierait une intervention de Moscou).

3°) Faire une opération de diversion capable de faire passer la question vietnamienne au second plan et de ressouder la cohésion ébranlée du peuple américain (manifestations de 500 mille personnes contre la guerre au Vietnam, agitation noire, baisse de la popularité du président etc...).

L'agression impérialo-sioniste n'est donc pas accidentelle, ce n'est pas un conflit localisé, entre Juifs et Arabes, mais une action de l'impérialisme à travers un de ces agents les plus actifs dans une région où ses intérêts économiques, politiques et stratégiques lui semblaient menacés. Elle entre donc dans la lignée des playas Giron, des Saint-Domingue et autre Vietnam.

Ainsi, l'agresseur est, derrière Israël (instrument qui trouve son compte dans l'agression), l'impérialisme américain.

III - AGRESSION IMPERIALISTE ET COEXISTENCE PACIFIQUE -

Pour être complets, il nous faudrait maintenant, mettre en lumière la nature des rapports existant entre l'URSS et certains pays arabes et analyser les positions prises par les dirigeants soviétiques avant, pendant et après le conflit.

Ce qui frappe au premier abord, c'est que les dirigeants des pays arabes dits "révolutionnaires" ont basé tout leur système de défense, sinon sur l'intervention directe de l'URSS dans un conflit armé, du moins ils ont pensé que le simple fait que l'URSS avait déclaré qu'elle soutenait le camp arabe, suffirait à empêcher l'agression impérialo-sioniste.

Cette énorme faute d'appréciation démontre une méconnaissance totale de la conjoncture internationale et un défaut d'analyse de la politique dite de "coexistence pacifique" et de ses conséquences, notamment dans l'affaire des fusées à Cuba et devant l'escalade américaine au Vietnam.

Les reculs soviétiques de ces dernières années, rendus inévitables par la politique de compromis avec l'impérialisme, ont contribué à renforcer l'opinion des impérialistes qu'ils pouvaient aller très loin sans risquer de déclencher une guerre mondiale.

Le deuxième aspect frappant c'est, qu'à aucun moment, l'URSS n'a donné l'impression d'avoir une politique cohérente dans cette affaire du Moyen-Orient. Reprenons les différentes positions russes:

1°) A l'origine, c'est l'URSS elle-même qui a mis en garde les pays arabes contre une éventuelle agression israélienne dirigée contre le régime de Damas. C'est cette initiative qui est le point de départ du processus de crises. Les premières décisions de Nasser ont été appuyées sans réserves et, dans une déclaration datée du 24 mai, le gouvernement soviétique a assuré les Arabes de son soutien total.

2°) Après la prise de position des U.S.A. parlant d'une neutralité américaine, il y a eu un recul des soviétiques qui parlèrent, eux aussi, de leur neutralité. Ce recul prend nettement consistance quand les émissaires de Moscou recommandent chaudement aux gouvernements arabes de ne pas tirer les premiers.

Dès lors, l'Etat-Major israélien sent que le moment est favorable pour intervenir militairement.

3°) Après l'agression caractérisée de l'impérialisme et des sionistes, l'U.R.S.S. n'a pris aucune position ferme, cherchant seulement à dégager un compromis au Conseil de Sécurité.

Après une journée de tractations entre le délégué Américain et le délégué Russe, une résolution de cessez-le-feu -qui équivaut à une capitulation des arabes- est votée. En imposant le cessez-le-feu, malgré l'opposition des peuples, les soviétiques ont tenté de limiter les dégâts, mais cela n'empêche pas, qu'objectivement, ils ont fait le jeu "d'Israël" qui avait déjà atteint la plupart de ses objectifs militaires et qu'un cessez-le-feu arrangeait très bien.

4°) Sitôt le cessez-le-feu accepté de part et d'autre, l'U.R.S.S. lance une grande offensive diplomatique: réunion des chefs de gouvernements socialistes, rupture des relations diplomatiques avec Israël, demande de convocation d'une assemblée extraordinaire de l'O.N.U. A ce moment, il semble bien que Kossyguine et consorts soient décidés à ne plus céder un pouce. En effet, les soviétiques déposent une résolution ferme condamnant l'agression et exigeant le retrait des troupes israéliennes.

5°) Alors que les journaux soviétiques écrivaient le 22 juin: "Le premier ministre soviétique est à New-York pour dénoncer les agresseurs Israéliens et leurs protecteurs impérialistes, les Etats-Unis, et non pour engager des tractations quelconques avec le gouvernement américain"... (Za Roubiejom),

au mépris de l'opinion de tous les peuples épris de paix, Kossyguine accepte de rencontrer Johnson et discute amicalement avec lui une dizaine d'heures. A-t-il obtenu des concessions à Glasboro? Apparemment non, puisque la résolution très modérée des non-engagés, appuyés par Moscou, a été rejetée grâce au vote des Américains et de leurs amis.

Tout se passe donc comme si l'URSS avait plusieurs politiques ou pas du tout, ce qui revient au même. En effet, comment se fait-il que l'URSS n'ait pas prévu l'agression israélienne, qu'elle se soit trompée sur la valeur des armées arabes, qu'elle ait cru à la possibilité d'une victoire à l'O.N.U., qu'elle ait accepté le dialogue avec Washington dans des conditions extrêmement défavorables?

Objectivement, l'U.R.S.S. a connu une défaite et elle a permis à l'impérialisme de se renforcer. Bien sûr, les régimes qui lui sont favorables sont toujours en place et sa pénétration au Moyen-Orient s'est renforcée; mais du point de vue du rapport de forces mondial, c'est un échec certain. L'URSS a fait la preuve qu'elle ne peut plus empêcher l'agression violente et sauvage de l'impérialisme américain contre les petits pays et qu'elle préfère la conciliation et l'arrangement en tête à tête avec les dirigeants Américains. Il est caractéristique qu'à Glasboro, le seul accord des deux "Grands" se soit fait sur le dos de la Chine.

La réalité, c'est que l'URSS est engagée dans une voie qui n'est plus celle de Lénine qui croyait fermement à "la subordination de la lutte prolétarienne dans une nation aux intérêts de la lutte à l'échelle internationale et (à) la détermination de la nation qui a vaincu la bourgeoisie chez elle à faire les plus grands sacrifices pour renverser le capitalisme international". La défense de ses intérêts propres de grande

COMMUNIQUE

La résolution présentée par les non-engagés à l'assemblée générale de l'O.N.U. n'a pu obtenir que 53 voix sur 152. Celle qui était patronnée par les américains a réuni 57 voix, soit 4 de plus!

Ainsi, malgré la grande offensive diplomatique menée par l'U.R.S.S. et les Etats arabes et en dépit du fait que le texte présenté par les non-engagés ait été débarrassé de tout ce qui pouvait être interprété comme une condamnation de l'agresseur sioniste, les 2/3 des voix requis n'ont pu être rassemblés.

L'O.N.U. a donc admis le fait accompli de l'agression contre les peuples arabes, elle n'a pas exigé le retrait des troupes d'occupation bien qu'Israël manifeste ouvertement son intention d'annexer les territoires occupés. Elle a donc accepté que la force prime le droit!

Une fois de plus, l'O.N.U. montre à la face des peuples qu'elle est, en fait, à la remorque de l'impérialisme américain et de ses valets qui peuvent y imposer l'importe quelle décision!

Le refus d'admettre la Chine populaire comme membre est une preuve supplémentaire que l'O.N.U. ne fait qu'entériner les décisions américaines.

Ceux qui avaient mis leurs espoirs dans ce recours à cette assemblée générale extraordinaire se sont trompés lourdement. Maintenant, ils devraient comprendre que l'action diplomatique ne peut remplacer la lutte révolutionnaire.

Malgré le voyage de Kossyguine aux Etats-Unis et les entretiens avec Johnson, les américains n'ont fait aucune concession -démontrant l'inanité d'une "coexistence pacifique" à sens unique. La politique de compromis de l'URSS s'avère dangereuse et peu payante.

De même que pour l'épreuve militaire, l'impérialisme sort renforcé de l'épreuve diplomatique:

Les sondages récents effectués aux U.S.A. ont montré que les sourires de Kossyguine ont fait monter en flèche la popularité de Johnson auprès des américains qui sont de plus en plus persuadés que leur président est un grand homme politique. Ce sont les peuples arabes et le peuple vietnamien qui paieront l'addition...

Notre Parti ne se faisait aucune illusion sur les résultats de l'O.N.U. Aujourd'hui, tous les problèmes restent posés. Que les intéressés prennent leurs responsabilités!

le 5 Juillet 1967

puissance, son installation dans une politique de compétition pacifique avec le capitalisme et les révisions idéologiques que cela a entraîné démontrent que l'URSS ne joue plus un rôle principal dans la lutte contre le "capitalisme et son stade suprême l'impérialisme".

En ce qui concerne les pays sous-développés elle défend une politique de compromis visant à consolider des Etats mensongèrement baptisés "Etats progressistes" auxquels elle fournit des armes qui, souvent, se retournent contre le peuple travailleur et ses libertés. Ce faisant, l'U.R.S.S. et, à sa suite, bon nombre de partis communistes, glissent dans le camp des forces anti-populaires, consolidant du même coup l'impérialisme et ses entreprises d'agression et participent à l'étouffement des aspirations légitimes des peuples au bénéfice de subtiles luttes d'influence au niveau des Etats.

IV - COMPTER SUR SES PROPRES FORCES -

Ainsi, aux termes de cette analyse, il nous apparaît clairement que les peuples se retrouvent "tragiquement seuls" face à l'agression violente de l'impérialisme et à l'oppression de ses valets et de ses alliés installés au pouvoir. Dans cette lutte inégale, mais juste, les peuples ont à leur disposition une arme implacable qui, si elle est bien employée, peut conduire à la victoire. Cette arme, contre l'agression impéria-

liste, directe ou indirecte, c'est la guerre populaire. Les victoires quotidiennes du peuple héroïque du Vietnam sont là pour nous l'enseigner.

C'est ce qu'ont bien compris les peuples des pays arabes qui, dans leur immense majorité, ont manifesté contre le cessez-le-feu et pour réclamer des armes.

La faillite des armées traditionnelles, équipées d'armements lourds, achetés au détriment de l'amélioration du sort des masses populaires, nous permet d'affirmer que la voie suivie par la plupart des gouvernements pour constituer des "armées modernes" est une voie contre-révolutionnaire. En effet, ces

doivent puiser des forces nouvelles pour renforcer et consolider le poids des masses devenu déterminant à la suite de l'atteinte sérieuse portée au prestige et à la puissance de l'armée, seul pilier du régime. Un travail inlassable doit nous amener à tirer toutes les leçons, à renforcer la confiance des masses dans leur propre capacité, à mobiliser toutes les énergies pour armer idéologiquement le peuple et renforcer son organisation en vue de la lutte contre l'impérialisme et ses représentants à l'intérieur du pouvoir.

Cette lutte est à son début. Elle peut devenir violente d'un moment à l'autre. Malgré les discours enflammés, les mensonges,

SYRIE

un peuple en armes ?

Dans le conflit israëlo-arabe, la résistance syrienne a frappé tous les observateurs. Le gouvernement syrien n'a pas hésité à armer le peuple de Damas pour repousser l'agression sioniste; en outre, c'est le seul qui a déclaré formellement, malgré le cessez-le-feu, que la seule issue était dans la guerre populaire. Le gouvernement syrien a été le seul à lier la lutte contre Israël à la lutte contre l'impérialisme et les gouvernements arabes qui lui sont inféodés.

D'où provient ce pouvoir? Que veut-il? Autant de questions auxquelles nous ne pouvons répondre qu'imparfaitement. Surtout si l'on tient compte que le régime actuel a seulement un peu plus d'un an d'existence. Il provient de l'élimination de différents courants du Parti Baas qui a pris le pouvoir en 1963 - la base ne semble pas avoir pris une part active à ces épurations au sein du Parti. Cependant, les contradictions internes de ce dernier reflètent, d'une certaine manière, la lutte du peuple travailleur pour sa libération.

Durant trois ans, l'équipe Bitar-Aflak a dirigé le pays dans un sens tel que la classe ouvrière syrienne a été amenée à manifester son mécontentement à plusieurs reprises, malgré les nationalisations auxquelles avait procédé le pouvoir (en trois ans, 90% du secteur privé était passé sous le contrôle de l'Etat. Des banques, des compagnies d'assurances ont été nationalisées. Cependant, dans les entreprises nationalisées, le directeur est désigné par l'Etat). Les flottements, les hésitations ont amené le

armées sont levées, non pour défendre le territoire national, mais pour servir éventuellement à écraser la révolution populaire et pour maintenir au pouvoir des oligarchies bureaucratiques et militaires à la solde de l'impérialisme.

Une des leçons les plus claires de la guerre au Moyen-Orient est que l'impérialisme a ses alliés, ses serviteurs à l'intérieur même des Etats qui, de ce fait, sont absolument incapables de faire face sérieusement à l'agression impérialiste étant peu décidés à combattre et encore moins à faire appel aux masses pour la défense du territoire national.

La défaite actuelle n'est pas celle des masses arabes, mais c'est celle d'un type de pouvoir qui a montré combien il était fragile. Dans cette crise, les révolutionnaires du monde arabe

coup d'Etat du 23 février 1966 qui élimina l'ancienne direction. Les nouveaux dirigeants: Atassi, Makhos, Zouayen et des cadres syndicaux tel Khaled Djoundi sont d'anciens militants du Parti. Voyons comment ils envisagent le combat...

Ils affirment leur volonté de construire une société socialiste à partir d'une analyse scientifique des structures socio-économiques syriennes. C'est ainsi que le premier ministre Zouayen déclare: "La nouvelle direction du Baas croit à la lutte des classes, elle pense même qu'il faut tout faire pour l'intensifier, pour arriver au point où les gens se démasquent, c'est ainsi que l'on distingue les vrais socialistes des faux". Pour la nouvelle équipe dirigeante, le Baas est le parti au pouvoir, mais il accepte le concours de toutes les forces progressistes syriennes, communistes compris, afin d'ôter le monopole du pouvoir aux couches conservatrices et rétrogrades: féodaux, frères musulmans, bourgeois etc... Les dirigeants du Parti affirment en outre leur volonté d'organiser les masses afin de faire du peuple travailleur la base même du pouvoir. Dans le préambule du Programme il est dit: "Le Parti est l'organisation populaire d'une avant-garde luttant pour des objectifs

du peuple et ses aspirations à l'unité, à la liberté et au socialisme".

Il faut reconnaître que les textes dont nous disposons ne sont pas très clairs quant aux objectifs et aux moyens de la révolution socialiste. Cependant, la pratique de moins d'un an est encourageante: Les travailleurs syriens ont été armés - ce qui leur a permis de déjouer la tentative de coup d'Etat de la C.I.A., le régime s'est démarqué par rapport aux Etats arabes réactionnaires qu'il convient de combattre au même titre que l'impérialisme (à ce point de vue, il se différencie nettement du régime nassérien), enfin, il a affronté vigoureusement les compagnies pétrolières (affaire de l'IPC) et il apporte une aide réelle à la lutte de libération du peuple Palestinien.

L'apparition du régime syrien correspond-elle réellement à un renouveau dans le monde arabe? L'agitation révolutionnaire entreprise à partir de la Syrie est-elle le prélude des grands bouleversements socio-économiques, culturels, idéologiques et politiques que doivent accomplir les peuples arabes? Tous les révolutionnaires se doivent de suivre attentivement son évolution.

la démagogie, les masses arabes ont gardé leur vigilance et ne se sont pas laissés endormir comme en témoignent les manifestations en Libye, la position du syndicat des travailleurs du pétrole au Koweït, la pression des masses en Algérie et en Egypte, leur mobilisation en Syrie...

Les peuples, brutalement rappelés à la réalité, sont en train d'exiger que l'on reconsidère nombre de données; ils doivent aller plus loin, car la lutte contre les envahisseurs étrangers et leurs instigateurs impérialistes passe nécessairement par la lutte pour le contrôle du pouvoir.

Dans leur combat, les peuples arabes ne sont pas seuls, ils doivent s'unir entre eux et affirmer leur solidarité avec les autres peuples en lutte et, notamment, avec le peuple héroïque du Vietnam qui, en portant des coups quotidiens à l'impérialisme, renforcera la lutte des autres peuples.

la Guinée-Bissau

entreprise rationnelle

AMILCAR CABRAL

Le temps est venu d'en finir avec les souffrances du colonialisme. Mais nous devons aussi en finir avec l'arriération de notre peuple. Si nous ne luttons que pour chasser les Portugais, ce n'est pas la peine. Nous luttons pour chasser les Portugais, mais aussi pour que personne, ni blancs, ni noirs, n'exploite plus notre peuple. Nous n'admettrons pas l'exploitation du travail, par qui que ce soit. Nous voulons que toutes les femmes et tous les hommes de notre pays soient respectés...

Dans notre pays, c'est déjà nous qui commandons. Mais commander, ça ne veut rien dire si nous n'avons pas d'écoles, d'hôpitaux, et si nous n'arrivons pas à changer la vie de la campagne, parce que chez nous, c'est la campagne qui compte.

le PAIGC

En septembre 1956, à Bissau, capitale de la Guinée, se constitue une organisation politique clandestine qui prend le nom de Parti africain de l'indépendance de la Guinée et des îles du Cap-Vert (PAIGC). Il s'organise, malgré les difficultés créées par l'administration portugaise qui, pour mieux asseoir sa domination, a maintenu le cadre tribal. Le PAIGC peut cependant s'appuyer sur la longue tradition de résistance à la colonisation blanche. Il n'est pas tellement loin le temps où les Pepels assiégeaient Bissau, et en 1936 encore, les Bissagos n'étaient pas complètement soumis. Les premiers responsables du PAIGC sont des citoyens. Ils organisent des grèves. Le 3 août 1959, les forces portugaises tirent sur des manifestants à Pijigutti et font une cinquantaine de morts. Après dix-huit mois d'activité clandestine, le président du parti, Rafaël Barbosa, est arrêté. Le PAIGC décide de se replier dans les campagnes où il peut porter des coups plus durs aux colonialismes portugais. Le parti acquiert à cette époque sa structure définitive. Le pays est divisé en régions (au nombre de six en Guinée, de deux dans l'archipel du Cap-Vert), zones, sections, groupes. Le

groupe est l'organisation politique de base, la zone et la région, les pivots de l'insurrection militaire. Au sommet du PAIGC, le comité central et sept départements : politique et affaires extérieures, contrôle, organisation et affaires intérieures, défense et sécurité, économie et finances, information, social et culturel. La lutte a commencé au mois de juillet 1962, dans le sud, zone économique rendue importante par la présence de nombreuses rizières. La zone des combats ne cesse de s'étendre. Plus de la moitié du territoire est maintenant libérée. Depuis la naissance du PAIGC, Amilcar Cabral, remarquable leader révolutionnaire, en a été le secrétaire général. Il est le seul ingénieur agronome de toute la Guinée. Il n'aime pas qu'on parle de lui. Sur ses camarades de combat, il a un ascendant naturel. Il passe le plus clair de son temps dans le maquis.

Références :
1) Etudes anticolonialistes - Fiches d'information - Guinée « portugaise » 1964 - B.P. 16 Issy (Seine).
2) Guinée « portugaise » et Cap-Vert - Gérard Chaliand - Editions François Maspéro.

La lutte pour l'indépendance de la Guinée-Bissau est sans conteste une lutte remarquablement bien organisée. Sa préparation a été faite d'une façon minutieuse.

Le P.A.I.G.C. a proposé ses cadres avant de se lancer dans la guerre de libération nationale.

C'est qu'Amilcar Cabral et ses amis ont su tirer la leçon des indépendances décevantes des pays africains: incapacité de briser l'appareil administratif de la colonisation, incapacité de construire une économie nationale, incapacité d'améliorer le sort des masses paysannes et, par voie de conséquences, apparition sur les ruines des anciens mouvements nationalistes de nouvelles couches exploiteuses, liées profondément à l'impérialisme. C'est pourquoi Cabral considère qu'il faut, dès maintenant, préparer l'après-indépendance.

Afrique du Sud

C'est un immense camp de concentration où 12 millions de Noirs sont effroyablement opprimés et exploités par 3 millions de Blancs partisans de la suprématie de la race blanche.

Les Noirs possèdent 13% des terres pour leurs réserves, les Blancs, le reste du territoire. Bastion du racisme, l'Afrique du Sud est un pays ultra-développé.

La misère et la répression font du Noir un serf des temps

modernes dans les riches mines d'Afrique du Sud. Les contrats sont établis pour un an, pendant lequel le mineur Noir est ré-duit à l'état d'esclave.

Les révoltes et les insurrections ont été nombreuses, mais la répression fut féroce: 80.000 personnes sont enfermées dans des camps de concentration, dont 10.000 à Rabben-Island (Mendela, leader de l'African National Congress, y est enfermé dans des conditions abominables). Les luttes reprennent, l'Umkhonto We Swize "Fer de lance de la Révolution", multiplie les actions

CASTRO condamne le PCV

"La guerilla existe depuis 5 ans. De nombreux foyers sont actifs, notamment dans le Falcon. Compte tenu de la prédominance des centres urbains, une organisation urbaine a été créée pour aider les guerilleros et saper le potentiel industriel de l'impérialisme américain (80% des dollars investis par les USA en Amérique du Sud, le sont au Venezuela).

Les premiers noyaux viennent du P.C.V. (Parti Communiste Venezuelien) mais, très vite, il y a eu un décalage entre les organisations de guerilla et les appareils du P.C.V. habitués au parlementarisme. En fait, pour le P.C.V., la guerilla n'est qu'un moyen pour imposer un arrangement avec le pouvoir (ce qui nous rappelle étrangement la tactique d'une opposition de "gauche" algérienne dont les sources doctrinales sont sûrement identiques). Il en est ainsi arrivé au point de désavouer la guerilla et d'exclure de ses rangs les dirigeants les plus en vue - il est vrai qu'il compte participer aux prochaines élections. Cette attitude du P.C.V. a amené Castro à en parler dans ces termes: "La direction du P.C.V. commença à parler de paix démocratique. Nous espérions, bien que cette paix démocratique nous paraissait ridicule car, seul un mouvement révolutionnaire qui est en train de gagner la guerre peut parler de paix, parce qu'il commence alors à mobiliser tout le sentiment national en faveur d'une paix qui ne peut être obtenue que par la victoire de la révolution... mais, parler de paix quand on est en train de perdre la guerre, c'est précisément conclure la paix sur la base de la défaite".

"... Nous avons le droit d'exprimer notre solidarité avec les combattants. Il ne nous était pas possible, à nous révolutionnaires, dans une alternative entre des défaitistes et des hommes décidés à faire honneur à leur consigne: "rendre la patrie libre ou mourir pour le Venezuela", des hommes qui n'étaient pas un groupe de théoriciens charlatans, mais un groupe de combattants; pour une question élémentaire de principe et de morale révolutionnaire, il ne nous était pas possible de ne pas exprimer notre solidarité avec les combattants...".

"... n'importe qui peut s'appeler "aigle" et ne pas avoir une seule plume sur le dos. De la même façon, certains se disent "communistes" et n'ont pas un poil de communiste...".

"... Nous appuierons ceux, qui sans se dire communistes, agissent comme de véritables communistes, dans l'action et dans la lutte...".

Douglas Bravo: "Le seul pouvoir des pauvres ici c'est qu'ils soient armés et organisés"

GUÉRILLERO BOLIVIEN

BOLIVIE situation explosive

Assistons-nous à la naissance d'un de ces nouveaux Vietnam dont le "Che" parle dans sa lettre du 16 avril 1967?

Toujours est-il que la situation est explosive en Bolivie. Le pays est en état de siège. La guerilla, bien que d'origine récente, remporte de nombreux succès et s'installe solidement dans les forêts de Santa-Cruz et de Chuquisaca.

L'excellente préparation des guerilleros, leur mobilité, leur haut degré d'organisation a donné à penser aux autorités boliviennes que c'était le "Che" en personne qui dirigeait les maquis - en fait, les maquis de la Cordillère des Andes couvrent trois pays: la Bolivie, l'Argentine et le Paraguay,

La répression menée en commun par les dirigeants des trois pays, supervisée par la C.I.A. et encadrée par les "rangers" américains et les "bérêts verts" connus sur tout le continent pour leur sauvagerie, s'est révélée absolument inefficace.

Mais, la Bolivie, ce n'est pas seulement la guerilla, ce sont aussi les revendications ouvrières et universitaires

Depuis le 6 juin, les étudiants sont en grève illimitée. Le 19 juin, les mineurs de lithium qui approuvent le mouvement des étudiants déclarent leurs mines "territoire libre". La répression est sanglante: 20 morts.

Le mouvement d'agitation s'étend à toutes les mines d'étain (la Bolivie est le 3ème producteur du monde) où les conditions des mineurs sont très défavorables. Les mineurs Boliviens sont solidaires avec la guerilla, ils ont refusé l'offre de Barrientos de s'asseoir à une table ronde. Malgré quelques accords locaux, les mineurs continuent leur agitation. Ils gardent leurs milices armées.

Le 28 juin dernier, à la Paz, des manifestants ont tenté de forcer les portes du palais du gouvernement. Barrientos est menacé. La C.I.A. veut changer de cheval et enfourcher Orvando, considéré comme un dur: cela ne sauvera pas le régime

Il fait partie de ceux qui ont aidé à faire connaître la révolution cubaine à l'extérieur et notamment en Amérique Latine. C'est dans l'exercice de son métier qu'il a été arrêté en Bolivie. Les détails de l'affaire sont trop connus pour qu'on y revienne ici. Notons seulement que son procès "sera une comédie", c'est lui-même qui l'a déclaré dès qu'il a eu la possibilité de voir des journalistes. Debray a, en outre, critiqué la façon dont sa défense a été menée, il a récusé son avocat, signalé que de nombreuses fausses déclarations tendant à le discréditer ont été faites en son nom. Courageusement, il a décidé d'assurer lui-même sa défense.

François Maspero, parti en Bolivie pour témoigner, a été arbitrairement expulsé.

Signalons que Régis est toujours gardé à Camiri, village éloigné et d'accès difficile où, paraît-il, on craindrait pour sa vie.

pour regis DEBRAY

Dans le haut de la photo: Régis Debray et François Maspero. Dans le bas: un guerillero bolivien.

WINCRA!

ts du F.N.L

ve, le fauteur de guerre, l'agresseur gros-
ble vietnamien est l'impérialisme yankee.

et résolu à chasser les impérialistes américains
un Etat indépendant, démocratique, pacifique et neu-
r patrie.

l'héroïque Sud-Vietnam sont résolus à remplir de la
leur est échu de chasser les impérialistes américains
am.

reconnaissance envers les peuples pris de paix et de justi-
et se déclare prêt à accepter toute aide, y compris l'aide
amis des cinq continents.

armes continue sa marche héroïque en avant, résolu à combat-
titres leurs valets.

s de la R.D.V

le peuple vietnamien: INDEPENDANCE, SOUVERAINETE, UNITE et IN-
Genève, le gouvernement des Etats-Unis doit retirer ses trou-
riel de guerre hors du Sud-Vietnam, liquider les bases mili-
litaire avec l'administration fantoche du Sud et, en même
t d'agression au Sud-Vietnam. Le gouvernement des Etats-Unis
lord, cesser complètement toute atteinte au territoire et à

des moyens pacifiques et tant que notre pays reste provi-
respecter les dispositions militaires des Accords de Ge-
tention par les deux zones de participer à toute alian-
ction d'établir des bases militaires, d'introduire des
sur leur territoire.

re réglées par son peuple suivant le programme po-
intervention étrangère.

des moyens pacifiques sera l'affaire de la popu-
ce étrangère.

la base de la solution pacifique la plus
vien.

La guerre pourra encore durer 5 ans, 10 ans, 20 ans ou davantage ; Hanoi, Haiphong ainsi qu'un certain nombre d'autres villes et d'entreprises pourront être détruites, mais le peuple vietnamien ne se laissera pas intimider. Il n'est rien de plus précieux que l'indépendance et la liberté. Après la victoire notre peuple reconstruira le pays en mieux et le dotera de constructions plus grandes et plus belles. »

(Ho Chi Minh - appel à la nation 16-7-66)

« Dussions-nous y mettre dix ans, vingt ans ou davantage, dussions-nous traverser mille difficultés et épreuves, nous sommes prêts à nous battre jusqu'au bout, jusqu'à ce qu'il ne reste plus un seul bandit yankee sur la terre de nos ancêtres. »

(Déclaration du Comité Central du Front National de Libération - 22-3-65)

LE PEUPLE VIETNAMAIEN

"La guerre de libération extrêmement héroïque de nos compatriotes du Sud prouve que les armes nucléaires ne sont pas l'unique découverte de notre époque et que les masses populaires ont mis au monde une grandiose création: c'est la guerre du peuple, poussée à un haut degré pour tenir tête à la guerre d'agression de l'impérialisme, que ce soit sous les formes du colonialisme, ou sous celles du néocolonialisme. La guerre du peuple est toujours victorieuse, elle est invincible".

(Général GIAP; "Le peuple du Sud-Vietnam vaincra")

13 ANNEES DE DEFAITES POUR L'IMPERIALISME U.S 13 ANNEES DE SUCCES POUR LE PEUPLE VIETNAMAIEN

Depuis plus de vingt ans le peuple vietnamien mène une guerre de résistance contre trois impérialismes successifs: japonais, français, américain. Après la victoire de 1945 sur l'occupant japonais après la victoire de 1954 sur le corps expéditionnaire français, nous assistons aujourd'hui à la mise en échec de la politique d'agression de l'impérialisme américain.

1954-
1960.

Bien qu'elle ne soit pas nouvelle - puisqu'elle date de 1950 - l'intervention américaine au Vietnam va prendre une forme nouvelle. A la domination coloniale française, va se substituer une forme de domination néocoloniale, appuyée sur un régime fabriqué de toute pièce par Washington.

Deux mobiles poussent les américains à intervenir:

- exploiter les ressources du Sud-Vietnam (minières notamment): le journal américain "U.S. News and World Report" du 28 janvier 1949 écrit à ce sujet:

"Le Viet-Nam, le Cambodge et le Laos possèdent à profusion des matières premières stratégiques indispensables à l'industrie de guerre, surtout l'étain, l'antimoine, le tungstène qui manquent justement aux U.S.A."

- faire du Sud Viet-Nam une base militaire, comme le montre la déclaration du 13 janvier 1954 de F. DULLES:

"L'intérêt des Etats-Unis en Extrême Orient au point de vue stratégique est étroitement lié à ce qu'on appelle la

"chaîne des îles côtières". Cette chaîne comprend deux bases continentales: la Corée du Nord et l'Indochine, si possible au Sud. Entre les deux s'étendent les Iles du Japon, Ryu Kyu, l'île chinoise de Taiwan, les Philippines, l'Australie et la Nouvelle Zélande".

Voyons maintenant l'évolution de la situation de 1954 à 1960. Pendant cette période, les américains parviennent à se dissimuler derrière le gouvernement fantoche de Saïgon (celui de Ngo Din Diem) qu'ils animent. C'est pourquoi les principales luttes vont opposer le peuple à tous ceux qui soutiennent le régime de Ngo Din Diem, c'est à dire les gros propriétaires fonciers et les féodaux ainsi que la bourgeoisie compradore (partie de la bourgeoisie liée à l'impérialisme étranger) Deux parties du peuple vont être à l'avant-garde de ces luttes: les paysans et les ouvriers.

les revendications paysannes

Elles auront pour cible la "réforme agraire" décidée par une série de décrets entre 1955 et 1956 par le gouvernement Diem et portant sur:

- la fixation d'une limite maximale du taux de fermage;
- la limitation de la superficie que peut posséder un propriétaire foncier;
- l'obligation pour les propriétaires de terres en friche de les louer aux paysans pauvres.

Dans un Etat féodal ou colonial cette réforme aurait pu constituer un progrès, mais le Viet-Nam sortait d'une Révolution qui avait balayé le régime féodal et colonial et par laquelle les paysans avaient acquis la propriété de leurs terres. C'est pourquoi ces mesures étaient en fait un retour à l'ancien régime. Ainsi obligeait-on les paysans à signer des contrats de location pour des

terres qu'ils avaient arrachées, au cours de la lutte de résistance, aux gros propriétaires fonciers et féodaux. C'était en fait une façon détournée de rétablir ces derniers dans leurs droits de propriété.

Leur longue expérience de la lutte armée fera que les paysans vietnamiens opposeront au gouvernement de Saïgon des mouvements de grande envergure.

Face à cette offensive paysanne le gouvernement Diem décide la concentration de la population rurale dans des "centres de prospérité", facilement contrôlables. Cette initiative qui atteint aussi bien les paysans pauvres que toute la population rurale, et la création de tribunaux d'exception pour une justice expéditive (6 mai 1959) entraînent dans la résistance au régime des couches de la population auparavant neutres.

La répression provoque la naissance de luttes armées d'auto-défense.

les revendications ouvrières

L'économie vietnamienne étant essentiellement agricole, le nombre des ouvriers qualifiés est assez restreint: il atteint 300.000 personnes environ travaillant essentiellement dans les petites entreprises et les plantations. Il faut y ajouter la masse innombrable et flottante de travailleurs sans qualification et sans poste fixe.

A partir de 1954, les marchandises importées au titre de "l'aide américaine" ont étouffé de nombreuses branches industrielles et artisanales et aggravé en core le chômage et les conditions de vie déjà misérables des ouvriers.

Les revendications porteront sur le chômage, l'aggravation des conditions de travail, la surexploitation des femmes et des enfants et l'interdiction du droit de grève.

Mais les revendications économiques ouvrières et paysannes se heurtent à une sévère répression: police secrète, interdiction des grèves, création de syndicats gouvernementaux et dans les campagnes offensives de terreur inspirées par les conseillers militaires américains. Dans ces conditions, il apparaît que toute lutte économique est impossible sans la bataille politique pour le respect des libertés démocratiques et l'application des Accords de Genève de 1954.

C'est ainsi qu'à partir de 1959 se développe la lutte politique de masse combinée à la lutte armée d'autodéfense dans les campagnes.

MARCHE VERS LA VICTOIRE

L'organisation de ce mouvement de résistance populaire se concrétise le 20 décembre 1960 par la fondation du Front National de Libération (F.N.L.). Cette organisation est le fruit de cinq années de luttes: celles des paysans, des ouvriers, des étudiants et intellectuels patriotes et de la bourgeoisie nationaliste. L'ennemi commun est clairement désigné: l'impérialisme américain.

L'organisation de la résistance populaire sous la direction du F.N.L. est la première grande défaite infligée à l'agresseur américain.

1960-
1964.

Ce premier échec va obliger les américains à élaborer la tactique de la "guerre spéciale" à propos de laquelle le général GIAP écrit:

"Être obligés de faire la guerre pour mettre en oeuvre une politique néo-colonialiste, c'est pour les impérialistes américains un gros échec. Ayant perdu l'initiative, ils tentèrent de dissimuler leur visage d'agresseur sous l'étiquette de la "guerre spéciale". En fait c'est un genre de guerre menée par les forces réactionnaires autochtones à leur solde (armée de mercenaires et pouvoir fantoche) avec les armes, équipements et autres moyens de guerre fournis par les Etats-Unis, suivant des plans élaborés par ceux-ci, sous leur commandement pour mater la lutte révolutionnaire et exterminer les forces patriotes sud-vietnamiennes".

C'est ainsi que fut mis au point le plan Staley-Taylor ou "plan de pacification du Sud Viet-Nam en 18 mois". D'une part, l'aide militaire américaine fut accrue; d'autre part, pour couper les guerrilleros des masses populaires le plan prévoit le regroupement de la population dans 17.000 "hameaux stratégiques" qui sont, en réalité, de véritables camps de concentration.

Mais, ce plan fut absolument incapable d'endiguer le renforcement de la guerre populaire. Les 18 mois sont en effet passés depuis longtemps, quant aux "hameaux stratégiques", ils n'ont fait qu'augmenter la détermination de toute la population à combattre.

C'est, au contraire, le camp des ennemis du peuple qui est secoué par de graves crises:

- d'une part, les coups d'Etat se succèdent et affaiblissent le régime fan toche de Saïgon;

- d'autre part, les frictions entre les troupes de l'armée fantoche et les "conseillers américains" provoquent des désertions massives dans les rangs de cette armée (65.000 déserteurs entre 1961 et juin 1964). En effet:

"La presque totalité des soldats sort originaires des couches laborieuses du peuple, victimes de l'oppression et de l'exploitation des agresseurs et des traîtres. Dès qu'ils comprennent la juste cause de la révolution, ces soldats tournent facilement les armes contre leurs chefs. Une telle armée ne peut avoir qu'un moral chancelant".

(Nguyen Van Hieu).

Fin 1964, aucun objectif américain n'était atteint, alors que 80% des 8.000 "hameaux stratégiques", effectivement construits, étaient détruits; alors que les Forces Armées de Libération (F.A.L.) remportent victoire sur victoire (victoire d'Ap Bac en janvier 1963).

La stratégie de guerre spéciale a honteusement échoué, c'est la deuxième grande défaite infligée par le peuple vietnamien à l'agresseur américain.

L'AGRESSION CONTRE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE

Les agresseurs américains, sérieusement mis en difficulté au Sud, vont porter la guerre au Nord. Depuis le 7 février 1965, ils entreprennent la destruction systématique de la partie Nord du Viet-Nam, espérant ainsi faire pression sur la République Démocratique du Viet-Nam et l'obliger à se rendre et à pousser le FNL à cesser le combat. Mais le peuple vietnamien tout entier a répondu par la bouche du président HO CHI MINH:

depuis
1965

La faillite de la "guerre spéciale" où les américains ont totalement perdu l'initiative des opérations les conduit à intervenir directement au Sud Viet-Nam en envoyant massivement des troupes. Les américains avouent donc ainsi leur échec dans leur tentative de mater la résistance du peuple vietnamien; en intervenant directement, ils se démasquent complètement et montrent leur vrai visage d'agresseur.

Mais les Forces Armées de Libération et le peuple du Sud Viet-Nam ne s'en laissèrent pas imposer par ce déploiement de forces et par les moyens barbares de l'agresseur américain (gaz toxiques, napalm etc.).

Au contraire, ils remportèrent et remportent encore de nouvelles victoires sur les troupes américaines et fantoches

Au contraire, la zone contrôlée par le FNL, zone libérée, n'a cessé de s'étendre et couvrait en 1965 les 4/5 du territoire avec les 3/4 de la population

DU VIETNAM

"Que Johnson et sa clique sachent bien ceci: ils peuvent faire venir 500000 hommes, un million et même davantage pour intensifier la guerre d'agression au Sud Viet-Nam. Ils peuvent utiliser des milliers d'avions pour multiplier les attaques contre le Nord. Mais jamais ils ne pourront briser la volonté de fer de l'héroïque peuple vietnamien de combattre l'agression américaine, pour le salut national. Plus ils se montrent agressifs, plus ils aggravent leur crime. La guerre pourra encore durer cinq ans, dix ans, vingt ans ou davantage. Hanoï, Haiphong, ainsi qu'un certain nombre d'autres villes et d'entreprises pourront être détruites, mais le peuple vietnamien ne se laissera pas intimider! Il n'est rien de plus précieux que l'indépendance et la liberté. Quand viendra le jour de la victoire, notre peuple reconstruira le pays en mieux et le dotera de constructions plus grandes et plus belles".

LA GUERRE POPULAIRE, ARME INVINCIBLE DU PEUPLE VIETNAMAIEN

Cette succession de victoires pour le peuple vietnamien tient au fait qu'il a appliqué et développé la théorie de la guerre du peuple.

De par sa nature, la guerre du peuple pose aux agresseurs impérialistes des problèmes insolubles:

1°) L'idéal, dans une guerre d'agression est de frapper vite et fort afin d'anéantir immédiatement les forces de résistance. Or, lorsque ces forces appliquent la guerre populaire - qui consiste à se disperser devant l'ennemi pour se regrouper ensuite et l'attaquer quand il s'y attend le moins - ces forces ne peuvent pas être détruites rapidement; bien au contraire, elles préservent leur potentiel tout en détruisant celui de l'agresseur.

Le peuple vietnamien en armes a réussi à imposer cette forme de guerre aux troupes U.S.; cela constitue déjà une grande défaite pour les impérialistes.

2°) L'idéal, dans une guerre d'occupation - comme celle que mènent les troupes américaines au Sud-Vietnam - c'est le contrôle militaire total de la région occupée. Or, la guerre que mène le peuple vietnamien est une guerre où tout le

peuple est en armes et se bat partout. Cette situation impose aux agresseurs de faire le choix entre deux tactiques toutes les deux inefficaces:

- soit contrôler certaines parties du territoire en y concentrant ses troupes, ce qui revient à perdre le contrôle de toutes les autres régions qui tombent entre les mains des guerrilleros;

- soit tenter de contrôler tout le territoire. Mais, pour cela, il leur faut éparpiller leurs troupes - ce qui les met dans l'incapacité de contrôler quoi que ce soit.

3°) L'idéal, pour que les américains puissent mettre à profit leur supériorité technique en aviation, blindés, artillerie, est qu'il existe un front bien délimité avec, à l'arrière de ce front, une zone stable où ils soient en sécurité et sur laquelle ils puissent s'appuyer. Or, rien de tout cela n'existe. Le propre de la guerre populaire est d'être présente partout: il n'y a pas de front bien délimité; partout où il existe des vietnamiens, les agresseurs ne sont pas en sécurité, et les guerrilleros s'infiltreront partout même à l'intérieur des bases américaines où leurs actes de sabotage atteignent le moral des soldats U.S.

4°) L'idéal, dans une guerre, pour pouvoir mettre à profit les armes dont on dispose, est que chaque combattant possède un excellent moral. Or, les soldats U.S. mènent une guerre d'agression injuste, à 13.000 Km. de leur pays d'origine, sur une terre où tout leur est hostile: population, climat, végétation, moustiques... et où les échecs qu'ils subissent sont de plus en plus graves.

Comment une telle armée peut-elle vaincre un peuple en armes qui se bat chez lui, sur le terrain et à l'heure qu'il aura choisis et qui, de plus, est conscient de la justesse de sa cause: défendre son droit à l'existence, à l'indépendance et à la paix. Le moral des troupes issues de ce peuple ne peut qu'être excellent et c'est ce facteur fondamental qui leur permet d'exploiter tout leur potentiel, de développer leurs initiatives pour mettre au point des méthodes de lutte de plus en plus efficaces, et, ainsi, remporter des succès de plus en plus foudroyants.

Le facteur décisif dans la guerre populaire n'est pas constitué par les armes - si terrifiantes soient-elles - mais par l'homme avec son moral et son art militaire.

La bataille de Baubang illustre parfaitement le caractère invincible de la guerre populaire. (Récit rapporté dans: "Après l'échec politique, la défaite mi-

Quelques dates

L'INTERVENTION FRANCAISE -

1945: Août - Ordre d'insurrection générale dans tout le pays contre l'occupant japonais.

Septembre - Proclamation de l'indépendance du Vietnam. La République Démocratique du Vietnam (Nord et Sud) est fondée.

Les colonialistes français déclenchent les hostilités au Sud-Vietnam.

La résistance leur fait face.

1946: Janvier - Election de l'Assemblée Nationale de la République Démocratique du Vietnam (Nord et Sud).

Décembre - Les colonialistes français déclenchent les hostilités à Hanoï.

Le 20, le Président HO CHI MINH appelle à la résistance nationale.

L'AIDE AMERICAINE AUX FRANCAIS -

1950-51: l'aide américaine couvre 15% des dépenses françaises;

1952 : " " " 35% " " " ;

1953 : " " " 45% " " " ;

1954 : " " " 80% " " " ;

1954: 7 mai - Victoire de Dien Bien Phu.

7 juillet - Sous la pression américaine NGO DIN DIEM est nommé premier ministre de BAO DAI.

21 juillet - Signature des Accords de Genève.

L'AIDE AMERICAINE AU GOUVERNEMENT DIEM -

1954: 8 septembre - Fondation à Manille de l'O.T.A.S.E. qui place arbitrairement le Sud-Vietnam sous sa protection.

Février - Le général américain O' DANIEL est chargé de l'entraînement de l'armée sud-vietnamienne.

1955: Juillet - NGO DIN DIEM se déclare non lié par les accords de Genève.

Octobre - Destitution de BAO DAI. NGO DIN DIEM se proclame chef d'Etat de la "République du Vietnam".

1956: Janvier - Pour répondre aux mouvements de protestation, création par DIEM de camps de concentration.

Mars - Election de "l'assemblée nationale" du Sud. Les effectifs américains atteignent 2.000 personnes.

1957: Proclamation de la politique d'Etat de dénonciation des communistes.

LA LUTTE ARMEE ET LA GUERRE SPECIALE -

1960: Aboutissement des luttes ouvrières et paysannes: le F.N.L. est fondé (20 décembre).

1961: Le personnel américain comprend alors 3.000 hommes. Elaboration du plan Staley-Taylor (début de la guerre spéciale). Politique des "hameaux stratégiques".

1963: Janvier - Victoire de l'armée de libération à Ap Bac (province de My Tho).

Novembre - Après les manifestations bouddhistes, les américains décident de liquider DIEM qui est renversé par un coup d'Etat.

LA GUERRE LOCALE ET L'ESCALADE -

1964: Le plan Johnson-Mac Namara remplace le plan Staley-Taylor.

1965: Après 13 coups d'Etat successifs, les Etats-Unis placent le général KY à la tête du gouvernement de Saïgon.

Les effectifs américains sont portés à 105.000 hommes. 7 février - Devant l'échec de la guerre spéciale, les Etats-Unis décident de porter la guerre au Nord: c'est le début de la "guerre locale".

1966: Décembre - Bombardement de Hanoï par l'aviation américaine.

- le total des effectifs U.S. au Sud-Vietnam atteint 400.000 hommes;

- près de 1.600 avions U.S. abattus par la D.C.A. Nord vietnamienne depuis le début de l'escalade.

1967: Juin - Le 2.000ème avion U.S. est abattu au-dessus du Nord-Vietnam.

litaire des impérialistes américains...; Hanoi, 1966).

"Le 19 novembre 1955, une colonne, forte de deux bataillons d'infanterie, 2 bataillons de blindés, 1 batterie d'artillerie - tous de la 1ère Division d'Infanterie "Red One" - fut envoyée pour dégager la route n° 13 au Nord-Ouest de Saïgon (...). A la tombée de la nuit, elle arriva à Baubang, à 54 Km. au Nord-Ouest de Saïgon, toujours sur la route N°13. Là elle bivouaqua. L'endroit paraissait sûr car de Benoit à Chonthan, sur 25 Km., s'échelonnent plusieurs postes dont l'artillerie pouvait protéger la colonne et, les garnisons lui porter aide si nécessaire.

(...) Le campement était doublement protégé: à l'extérieur, une double rangée de chars et de blindés M.113, à l'intérieur, une ceinture de barbelés. (...) La route est bordée de plantations de caoutchouc que de multiples opérations étaient censées avoir nettoyées. Cependant les forces populaires étaient là, et les éclaireurs renseignés par la population avaient vite fait de pénétrer à l'intérieur du dispositif américain pour repérer les objectifs et les issues. (...) Le 12, à 5 heures du matin, un feu extrêmement précis s'abattit sur le P.C. ennemi, son poste de radio, ses pièces d'artillerie et les tentes des G.I. Pendant dix minutes, les Américains pris de panique, ne purent riposter. Quand les tanks com-

mençaient à tirer, les Forces Populaires avaient déjà pénétré à l'intérieur du camp, et, à la mitrailleuse, à la grenade, avec des A.T. décimèrent les groupes de G.I. hâtivement réveillés, incendièrent de nombreux chars et blindés. Nos hommes retournèrent contre l'ennemi les mitrailleuses des chars pris d'assaut. Complètement désarmés, les Américains

ne pouvaient se défendre. Les troupes de Saïgon dans les postes voisins, faisaient cependant le mort. A 8 heures, quand les avions ennemis survolaient l'endroit, il ne restait plus rien, les F.A.L.s étaient évanouies et sur le terrain gisaient les débris de la colonne: 2.000 morts, les carcasses de 39 chars et blindés, 6 obusiers de 105".

LA VICTOIRE DU PEUPLE VIETNAMIEN EST INELUCTABLE

Pour essayer de sauver la face, les agresseurs américains intensifient leurs actes de guerre et déploient des moyens militaires de plus en plus spectaculaires. Mais du fait du caractère injuste de leur agression, les impérialistes américains sont en butte aux protestations d'une partie de plus en plus grande du peuple américain et des peuples du monde. Par ailleurs, les Etats-Unis sont obligés de faire face, en de nombreux points du globe, à de nombreux problèmes y compris en employant la force militaire, pour dominer et réprimer les autres peuples, ainsi que pour se défendre des autres puissances impérialistes.

Il est donc impossible aux U.S.A. de consacrer la totalité du potentiel économique et militaire de leur pays pour conquérir le Sud Vietnam.

Le peuple vietnamien, au contraire, fort de la justesse de sa cause, qui lui vaut le soutien sans réserves de tous les peuples du monde, a su acquérir, par la guerre populaire, la suprématie militaire et saura imposer aux agresseurs U.S. une paix conforme à ses intérêts c'est à dire conforme aux positions en 5 points du F.N.L. et en 4 points de la R.D.V. Il applique et appliquera le mot d'ordre "F.N.L. vaincra!"

- VIVE LA JUSTE LUTTE DU PEUPLE VIETNAMIEN !
- LE PEUPLE VIETNAMIEN, AVANT-GARDE DES PEUPLES DU MONDE, VAINCRA !
- A BAS L'IMPERIALISME AMERICAIN, ENNEMI N° 1 DE TOUS LES PEUPLES !
- VIVE LA VICTORIEUSE GUERRE DU PEUPLE !

la deuxième contre-offensive de la saison sèche: nouvelle tentative américaine, nouvel échec américain

LA 2ème CONTRE-OFFENSIVE DE LA SAISON SECHE: NOUVELLE TENTATIVE AMERICAINE, NOUVEL ECHEC AMERICAIN.-

Dans le but de reprendre l'initiative des opérations au Sud et dans la perspective des élections présidentielles pour le parti démocrate, les américains voulaient profiter de la saison sèche (octobre 66/avril 67) pour porter un coup décisif aux forces de guérilla au Sud-Vietnam.

Les forces américaines engagées ont été portées en conséquence à près du double des forces engagées lors de la première contre-offensive de la saison sèche (voir tableau n°1). Sur les 18 divisions dont disposent les USA, 8 ont été engagées au Vietnam avec 45 % du budget militaire des Etats-Unis.

OBJECTIFS US POUR CETTE CONTRE-OFFENSIVE -

Le plan américain est connu sous le nom "les deux branches de la tenaille":

- la première branche consistant à repérer et à détruire les Forces Armées de Libération (F.A.L.),
- la deuxième branche consistant à pacifier le pays.

Indépendance et Paix pour le peuple vietnamien!
YANKEE GO HOME!

NORD-VIETNAM AU 31 MAI 1967 1.984 APPAREILS U.S. ABATTUS	LE COURRIER 4 ^e ANNÉE Numéro 115 du VIETNAM 5 Juin 1967 BUREAUX: HANOI - Tél. : 45 Tran Hung Hoa - Hanoi - R.D.V. - Tél. 3541
---	---

SUCCES SANS PRECEDENT DES F.A.L. DU SUD-VIETNAM PENDANT L'HIVER - PRINTEMPS 1966 - 1967

Elles ont :

MIS EN ECHEC DES LE DEBUT, LE PLAN STRATEGIQUE «LES DEUX BRANCHES DE LA TENAILLE» DE LA CONTRE-OFFENSIVE U.S. DE LA SAISON SECHE

MIS HORS DE COMBAT
175.000 ADVERSAIRES

Dont 70.000 G.I.s ET 15.000
SOLDATS DES PAYS SATELLITES

ANNÉANTI 49 BATAILLONS ET UNITÉS HOMOLOGUES
(DONT 28 BATAILLONS U.S., 1 BATAILLON SUD-CORÉEN)

ABATTU ET DÉTRUIT 1.800 AVIONS ET HÉLICOPTÈRES, 3.985 VÉHICULES MILITAIRES DE DIVERS TYPES, 100 BÂTIMENTS ET CANOTS DE GUERRE, 340 CANONS.

LES agresseurs U.S. et les fan-
toches, loin de pouvoir se
tirer de leur position de passivi-
té au point de vue stratégique,
se sont vu acculer plus grave-
ment encore à la défensive sur le
plan des opérations et des com-
bats isolés; leurs forces ont été
éprouvées, le chiffre passant
déjà élevé de plus de 400.000
G.I.s s'est avéré insuffisant,
leurs plans de déploiement des
troupes ont été bouleversés.

(Extrait de communiqué
du Commandement des F.A.L.
du Sud-Vietnam)

DISTINGUER L'AGRESSEUR DE L'AGRESSE

I - IL EXISTE UN PLAN CONCERTÉ AMÉRICAIN EN VUE DE PORTER ATTEINTE AUX DROITS FONDAMENTAUX DU PEUPLE VIETNAMIEN -

Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, la politique américaine va poursuivre deux objectifs:

1°) Maintenir dans le monde capitaliste tous les pays qui n'ont pas été reconnus à Yalta, comme faisant partie de la zone d'influence soviétique et, par conséquent, faire échec à toute révolution socialiste nouvelle.

2°) Assurer l'hégémonie américaine dans la sphère capitaliste même aux dépens des autres pays capitalistes. Cet objectif explique d'ailleurs la politique des Etats-Unis visant à la liquidation du colonialisme classique, seul moyen de détrui-

Face au peloton d'exécution, le jeune ouvrier électricien NGUYEN VAN TROI, fusillé pour avoir tenté de mettre fin aux jours de McNamara à Saigon, déclare fièrement:

"Jamais je n'ai fait du tort à mon peuple, je ne l'ai pas trahi. L'ennemi, c'est l'impérialisme américain qui est venu ici semer la mort... Je proteste contre l'agression yankee au Vietnam!"

re le monopole des puissances coloniales et d'ouvrir la voie à la pénétration américaine sous la forme néo-colonialiste. Cependant, si l'indépendance pouvait déboucher sur un régime communiste - comme ce fut le cas au Vietnam - les américains prêtaient alors main-forte à l'ancienne puissance colonisatrice.

Ainsi, la politique américaine au Vietnam se présente comme une politique très cohérente, obéissant à un plan précis, visant à priver le peuple vietnamien de son droit à l'autodétermination. La tentative de confier l'administration du Nord-Vietnam à Tchang Kaï Tchek (occupation d'une sauvagerie inouïe) les sondages entrepris vainement en direction de Ho Chi Minh, l'aide massive à la France dans le cadre de la lutte anti-communiste se placent dans ce contexte. Cela n'empêche pas les américains de constituer leurs propres bases politiques au Vietnam dès novembre 1947 (la solution Bao Daï qui a précédé la solution Diem).

Au moment où la France veut se dégager d'Indochine et que se réunit la conférence de Genève de Mai à Juillet 1954, les Etats-Unis manifestent clairement leur hostilité à cette solution. Ils s'efforcent de saboter les accords et d'annuler les résultats acquis sur le terrain par la lutte du peuple vietnamien. En effet, bien qu'ils aient, par une méthode peu orthodoxe de protocole final, pris l'engagement de respecter les clauses des Accords de Genève, les américains refusent de les signer et les remettent immédiatement en question par une déclaration d'Eisenhower affirmant que "Les Etats-Unis n'ont pas été partie prenante dans cette conférence et ne sont pas liés par ses décisions". En fait, il s'agit pour les américains, d'empêcher d'une façon détournée, la concrétisation de la lutte pour l'indépendance du peuple vietnamien, gagnée militairement et que les Accords préparent par un moyen pacifique: les élections.

En fait, les Accords de Genève forment un tout: cessez-le-feu, ligne de partage, élections libres dans les deux ans, prohibition de l'introduction d'armes et de la construction de bases militaires; toutes ces stipulations devaient aboutir à la réunification du pays. Violer une clause, c'est détruire tout l'édifice. Or, les américains acceptent le partage, mais refusent son caractère provisoire. Ils violent, par conséquent toutes les autres clauses: statu-quo militaire, élections, etc... en installant Ngo Dinh Diem et en restaurant le pacte de Manille qui garantit l'intégrité territoriale du Sud-Vietnam en contradiction avec le caractère provisoire du partage. Cette

"Les Etats-Unis portent la responsabilité de l'emploi de la force au Vietnam et ... ils ont commis contre ce pays un crime d'agression, un crime contre la paix.

Ils ont violé, de ce fait, les dispositions du Droit International proscrivant l'emploi de la force dans les relations internationales ...

Cette violation des principes généraux a été accompagnée de la violation des Accords particuliers relatifs au territoire en cause, le Vietnam -c'est à dire les accords de Genève de Juillet 1954..."

Résolution finale du Tribunal
International contre les crimes de guerre
Stockholm 2-10 Mai 1967

politique - qui fait la preuve de la duplicité et de la mauvaise foi américaine - a frustré le peuple vietnamien des bénéfices de sa longue lutte et de sa position de force. La procédure a permis aux américains de gagner un temps précieux qui a été mis à profit pour la mise en place de leur force d'agression.

Il y a bien un plan d'agression des américains contre le peuple vietnamien. Il est d'ailleurs contenu dans la déclaration Robertson du 1er juin 1956: "Notre politique au Vietnam peut simplement être définie comme suit: appuyer un gouvernement vietnamien non communiste et ami de l'Amérique et l'assister dans ses efforts pour diminuer et le cas échéant éliminer la subversion communiste, aider le gouvernement vietnamien à édifier des forces nécessaires à la sécurité intérieure, encourager l'appui du monde non communiste au Vietnam libre"(...)

II- LA VIOLATION DES ACCORDS DE GENEVE -

Après les Accords de Genève, au Sud-Vietnam, une administration provisoire, qui ne pouvait pas durer plus de deux ans, s'est arbitrairement - et grâce à l'aide des Etats-Unis - transformée en une autorité définitive avec la prétention d'être un Etat indépendant; ce qui était formellement exclu par les accords. C'est là un acte caractérisé d'agression. En effet, le point d'aboutissement des accords de Genève c'était la réunification des deux zones. L'instrument de cette opération étant l'organisation d'élections libres dans un délai de deux ans. Les conditions préliminaires à cette consultation étaient

La garantie de non représailles et de non discrimination. Enfin, l'équilibre des forces était maintenu par les accords qui empêchaient l'introduction d'armes et la formation de nouvelles troupes.

Les américains, en violant toutes les clauses, ont créé une situation contraire au droit international: ou bien les accords de Genève sont valables pour toutes les parties et ils doivent être respectés ou bien ils ne sont pas valables et, dans ce cas les hostilités n'ont pas cessé légalement et l'armée populaire vietnamienne a tout à fait le droit de traverser le 17ème parallèle et de continuer la lutte dans le Sud. Ce qui est ridicule, c'est que les autorités de Saïgon et le gouvernement américain exigent le respect intégral des accords par les Vietnamiens du Nord tout en refusant eux-mêmes de s'y soumettre. On voit combien est fallacieuse l'affirmation de Johnson selon laquelle les américains combattent pour le respect des accords! Or, depuis 1954, ils ont refusé les élections: Diem a, en fait, opéré une sécession du Sud par rapport à l'Etat unitaire du Vietnam prévu par les accords de Genève et il a usurpé le pouvoir. Ce sont ces actes d'usurpation et de sécession qui ont donné naissance au pseudo-Etat du Vietnam et qui constituent le but de l'agression américaine dont la responsabilité, dans la constitution de l'Etat fantoche, est totale. Ce faisant, le gouvernement des Etats-Unis savait qu'il menaçait dangereusement la paix puisqu'il violait une convention de cessez-le-feu. Il savait qu'il allait provoquer un nouveau conflit. C'est la raison pour laquelle les Etats-Unis, au lieu d'aider à la préparation des élections, ont mis à profit les deux années qui ont suivi les accords de Genève pour constituer et renforcer l'armée du gouvernement fantoche de Diem et pour mettre en place le traité de Manille, excellente couverture pour la guerre qui allait être déclenchée.

bombes à billes

C'est la dernière trouvaille des Américains pour tuer le plus de monde possible. Plus efficace, dans certains cas, que la bombe atomique, la bombe à billes est expérimentée depuis plusieurs années au Vietnam. Le type le plus perfectionné est la "Goyave", dont l'enveloppe métallique contient 280 billes d'acier de 5,5mm, entourant un explosif puissant: le cyclotol. La détonation a lieu quand la bombe touche un obstacle. Elle explose alors, projetant les billes à une très grande vitesse. Les bombes à billes sont transportées dans des bombes-mères, dites C.B.U. qui en contiennent 800. Elles sont lâchées à mille mètres et elles couvrent une distance de plusieurs centaines de mètres. C'est une arme anti-personnel, inefficace contre les bâtiments, les sacs de sable. Elle provoque, par contre, des lésions graves sur le corps humain. Elle est, le plus souvent, employée après un bombardement classique, au moment où la population évite sort des abris.

III-L'INTERVENTION DIRECTE DES TROUPES AMERICAINES AU SUD-VIETNAM -

Le gouvernement fantoche de Diem n'avait pas de base populaire. Aussi, la résistance s'organisa vite et en 1960, le FNL, - représentant authentique des masses populaires - était constitué. La seule force sur laquelle Diem pouvait s'appuyer c'était l'armée américaine, sa propre armée comptant chaque jour un nombre croissant de déserteurs. Pour éviter l'effondrement du gouvernement fantoche, les agresseurs américains furent amenés à renforcer continuellement leur présence et à prendre une part de plus en plus directe à la lutte contre le mouvement populaire, violant, une fois de plus, la loi internationale. Cette intervention se fit d'abord hypocritement: les soldats américains étaient baptisés du nom de "conseillers". L'aggravation des combats les amena à rejeter le masque et à intervenir ouvertement. Cependant, ils tentent de justifier leur participation en accusant la République Démocratique du Vietnam d'avoir violé les accords de Genève et d'avoir lancé une "attaque armée" du Nord contre le Sud: attaque qui aurait nécessité l'intervention des troupes américaines pour défendre le Vietnam du Sud (conformément au pacte de Manille). C'est aussi dans le cadre de la légitime défense que l'aviation américaine procède depuis cette date aux bombardements massifs dans le Nord!

En fait, après avoir foulé aux pieds les Accords de Genève les Etats-Unis ne peuvent prétendre les défendre. Ensuite, le Vietnam, d'après ces accords, constitue un Etat unique et les vietnamiens du Nord ne peuvent être considérés au Sud comme les envahisseurs de leur propre pays... Au contraire, aucune

justification plausible ne peut être donnée à la présence américaine qui est contraire aux Accords de Genève et à la Charte de l'O.N.U.

La participation des forces armées américaines aux combats constitue un crime d'agression contre le peuple du Vietnam.

IV- LES BOMBARDEMENTS DU NORD-VIETNAM -

La thèse américaine les présente comme un cas de légitime défense collective, prévue par le pacte de l'O.T.A.S.E. et par les engagements U.S. envers le Sud-Vietnam. Même si l'on suit les américains dans cette justification, leur argumentation doit être rejetée. En effet, selon la loi internationale (Art. 51 de la Charte de l'O.N.U.), le droit à la légitime défense ne peut être admis que dans le cas où:

- 1°) il est précédé par une "attaque armée",
- 2°) que cette attaque soit si soudaine et si violente qu'elle empêche tout recours à la discussion,
- 3°) en tout état de cause la défense doit être proportionnée à l'attaque sinon elle devient elle-même attaque.

Il est clair que si l'on se réfère à la thèse américaine d'infiltration nord-vietnamienne pour justifier les bombardements au Nord, cette thèse est insoutenable même juridiquement. En fait, nous avons affaire à une agression armée délibérée contre un Etat souverain. L'objectif de cette agression est évidemment, si l'on tient compte des objectifs bombardés - hôpitaux, écoles, lieux de culte- et des moyens employés: napalm, bombes à billes, spécialement conçus pour atteindre les personnes, de saper le moral des populations civiles, de détruire le peuple vietnamien dont l'héroïque résistance surprend l'impérialisme américain qui, au lieu de porter atteinte au moral du peuple vietnamien, voit celui de ses troupes durement atteint par les nombreuses défaites malgré sa formidable puissance de feu.

Mais, chaque obus, chaque bombe renforce la détermination du peuple vietnamien -si besoin en était- de continuer la lutte jusqu'à la victoire finale. C'est tout le peuple du Vietnam, au Nord comme au Sud, qui est mobilisé comme un seul homme contre l'envahisseur yankee. C'est une deuxième guerre de libération nationale dont la légitimité n'est plus à démontrer.

Devant une agression criminelle qui met en péril son existence, le peuple vietnamien a le droit et le devoir de résister. Et il le fait admirablement!

la bombe chinoise

Le 10 juin 1967, la République Populaire de Chine expérimentait avec succès son premier engin thermonucléaire.

La réaction enthousiaste des masses populaires et des progressistes du monde entier souligne le caractère révolutionnaire de cette réalisation. La bombe chinoise est la bombe des peuples dans leur lutte contre la domination impérialiste; c'est un encouragement pour les peuples arabes face à l'agression impérialo-sioniste.

Cette expérience marque la fin du monopole nucléaire des deux Grands. Elle constitue la réponse la plus juste aux intimidations par le chantage à la guerre atomique ou à la 3ème guerre mondiale, habituellement utilisé par les impérialistes et leurs alliés, pour duper et désarmer les masses populaires. En effet, toute concession, toute capitulation sur ce plan ne peut qu'encourager les agresseurs impérialistes à aller plus loin dans leurs tentatives de domination, et ne peut mener qu'à la paix américaine c'est-à-dire à l'exploitation des 90% de la population du globe. Car le seul moyen d'éviter le cataclysme atomique est d'empêcher les impérialistes, fauteurs de guerres, de le provoquer. Le seul moyen de les empêcher est la lutte des peuples pour répondre du tac au tac à leur politique d'agression. Cette voie est la seule qui mène à une paix juste pour tous les peuples.

La paix ne se quémante pas, elle se gagne par la lutte anti impérialiste.

Cette expérience atteste de la vitalité de l'économie chinoise qui tire sa puissance de l'activité créatrice des masses; par opposition à la puissance impérialiste qui repose sur l'exploitation des peuples du monde. Elle a valeur d'exemple pour les masses déshéritées du "Tiers-Monde" qui s'engageront sans hésiter dans la voie du socialisme scientifique, la seule qui puisse assurer leur libération.

La bombe chinoise, bombe de tous les peuples du monde, est un coup décisif porté à tous les exploiters, elle constitue une contribution importante à la défense de la paix mondiale.

autopsie d'une contre-révolution

La contre-révolution a triomphé... mais les révolutionnaires ont su tirer courageusement les leçons de leur défaite sanglante et apporter leur contribution à l'enrichissement de la théorie révolutionnaire.

Le 12 octobre 1965, les services spéciaux américains de la C.I.A. et les généraux indonésiens, avec l'appui de toutes les couches réactionnaires du pays, ont engagé une vague de répression et de terreur contre les révolutionnaires du pays. Le prétexte: le P.K.I. (Parti Communiste Indonésien) aurait préparé une tentative de putsch contre le gouvernement de Soekarno et contre les militaires qui formaient la base de ce pouvoir. Pendant des mois et des mois, les rivières ont écoulé des flots de sang et des centaines de milliers de cadavres d'ouvriers et de paysans indonésiens.

Le nombre des victimes dépasse probablement, très largement, un demi million de personnes.

Ce massacre constitua l'un des coups les plus graves portés depuis des dizaines d'années au mouvement révolutionnaire mondial par l'impérialisme et les forces réactionnaires. Le P.K.I. comptait plus de 3 millions d'adhérents, 12 millions de sympathisants; plusieurs ministres appartenaient au Parti. Il était engagé dans le front gouvernemental du NASAKOM qui comprenait, en outre, les nationalistes de Soekarno et les forces religieuses musulmanes. Aujourd'hui, Soekarno est pratiquement éliminé et les généraux Suharto et Nasution détiennent le pouvoir; l'Indonésie est devenue une des bases de la guerre impérialiste contre le Vietnam. Dans les campagnes, les cadres féodaux et les propriétaires fonciers ont arrêté toutes les réformes la misère des masses s'accroît, tandis que la bourgeoisie dite nationale reçoit des aides américaines et bénéficie de programmes spéciaux venant des organismes financiers internationaux (Club de Tokyo).

Les officiers ont accepté la construction de deux bases militaires géantes américaines qui feront de leur pays un des principaux points d'appui du dispositif stratégique U.S. pour écraser le Vietnam et le mouvement révolutionnaire de toute l'Asie du Sud-Est.

Comment un parti communiste aussi puissant que le P.K.I. a-t-il pu, en quelques mois, sans pouvoir résister pratiquement, être plus que décliné et perdre toutes ses positions acquises? Comment se fait-il que les masses indonésiennes n'aient pu intervenir pour empêcher le massacre de leurs meilleurs militants et dirigeants?

Dès août 1966, ceux des militants du P.K.I. qui continuent la lutte ont sérieusement examiné leur orientation passée, les erreurs qui les ont menés à une telle catastrophe. Leur réflexion est riche d'enseignements pour le monde entier et, en tout cas, pour l'ensemble des mouvements révolutionnaires des pays du "Tiers-Monde" en butte aux idéologies révisionnistes.

Dans une déclaration du Bureau Politique, les dirigeants du P.K.I., après avoir rappelé les circonstances de la libération de leur pays et de la révolution du mois d'août 1945, posent le problème du pouvoir d'Etat:

"C'est une condition absolue pour tous les révolutionnaires... de saisir la vérité que le problème principal de toute révolution est le problème du pouvoir d'Etat". Sans saisir cette vérité, les combattants révolutionnaires ne seront jamais vraiment conscients. Parce que la révolution est, dans son sens le plus concret, le renversement du pouvoir des classes oppresseuses, ou bien la prise du pouvoir, par la force, par les classes opprimées des mains des classes oppresseuses. Pour se libérer de l'oppression et de l'exploitation, les classes opprimées n'ont d'autre voie que de faire la révolution, c'est-à-dire de renverser par la force le pouvoir d'Etat de classes oppresseuses, autrement dit de prendre le pouvoir d'Etat par la force. Cela parce que l'Etat est un instrument créé par les classes régnantes pour opprimer les classes mises sous leur férule" (...).

Mais il ne suffit pas d'arracher le pouvoir des mains des classes oppresseuses, il faut "... briser l'appareil d'Etat colonial ainsi que tous les organismes qu'il avait établis pour maintenir sa domination coloniale en Indonésie, et non pas se limiter à transférer le pouvoir à la République d'Indonésie. Elle aurait dû établir un Etat complètement nouveau, Etat gouverné conjointement par toutes les classes anti-impérialistes et antiféodales sous la direction de la classe ouvrière (...).

Un tel Etat doit forger à la fois les moyens pour "... réprimer sans merci par la force des armes tous les ennemis de la révolution, c'est-à-dire l'impérialisme et ses complices ainsi que les propriétaires fonciers féodaux, qui, une fois renversés, opposeraient une résistance intensifiée.

Quant au peuple, c'est-à-dire les forces soutenant la révolution, l'Etat doit lui assurer les libertés démocratiques les plus larges" (...).

Mais la révolution d'août 1945 en Indonésie n'a pas débouché sur un Etat populaire parce que "... l'appareil de la bureaucratie coloniale n'avait pas été complètement écrasé et remplacé par un appareil complètement nouveau créé par la révolution pour servir la révolution. Les gens dont l'esprit avait été rouillé par une longue servitude sous le régime colonial ne furent pas éliminés de l'appareil du pouvoir d'Etat. Le pouvoir politique à la campagne était encore dans les mains des fonctionnaires féodaux. Les efforts déployés pour remplacer le système du gouvernement à la campagne par l'établissement des comités nationaux indonésiens au niveau de village échouèrent. Il y avait nombre de cas où furent violemment réprimés par le pouvoir d'Etat républicain les actions populaires visant à détruire complètement l'appareil de la bureaucratie coloniale, y compris le renversement des mauvais fonctionnaires, la démocratisation de l'administration régionale par l'abolition du pouvoir des féodalités, sous prétexte que de telles actions étaient "anarchistes", "établissement d'un autre Etat dans l'Etat" etc. (...).

En fait, l'Etat dirigé par Soekarno, considéré comme un prototype de régime progressiste, soutenu par les pays socialistes, influent dans le camp neutraliste, était, selon l'analyse du P.K.I. un "... instrument dans les mains de la bourgeoisie compradore indonésienne et des propriétaires fonciers pour protéger les intérêts de l'impérialisme maintenir les vestiges du féodalisme et réprimer le peuple, spécialement les ouvriers et les paysans qui menaient la lutte contre l'impérialisme et les vestiges du féodalisme. La nature anti-populaire de ce pouvoir d'Etat fut clairement prouvée par la répression brutale des droits démocratiques y compris la promulgation d'une loi interdisant aux ouvriers de faire la grève et l'expulsion par la force des impérialistes" (...).

L'instrument de cette répression c'est l'armée, qui, purgée de ses éléments révolutionnaires, en est venue "... à se conformer à la nature de classe de cet Etat transformé en un protecteur des intérêts de l'impérialisme et des classes réactionnaires du pays par l'incorporation dans les forces armées des éléments des troupes fantômes formées par les impérialistes hollandais et par l'influence de la Mission militaire hollandaise" (...).

Cependant, la lutte du peuple indonésien avait permis de remporter certaines victoires, d'amener quelques réformes et de ralentir la pénétration impérialiste. Ces victoires ne signifiaient pas un changement fondamental du caractère de classe du pouvoir d'Etat. C'est dans la théorie des deux aspects du pouvoir d'Etat que les dirigeants du P.K.I. voient la source de toutes leurs erreurs: "... Une telle erreur découlant de la "théorie des deux aspects du pouvoir d'Etat", conduit à la conclusion erronée qu'au sein du pouvoir d'Etat de la République de l'Indonésie, il y avait deux aspects l'aspect anti-populaire que représentaient les compradores et les classes des capitalistes bureaucratiques et des propriétaires fonciers d'une part et "l'aspect pro-populaire" que représentaient principalement la bourgeoisie nationale et le prolétariat d'autre part. Selon cette "théorie des deux aspects", un miracle pourrait se produire en Indonésie, c'est-à-dire l'Etat cesserait d'être un instrument des classes oppresseuses régnantes pour subjuguer d'autres classes, mais deviendrait un instrument partagé par les classes oppresseuses et les classes opprimées. Et le changement fondamental du pouvoir d'Etat, c'est-à-dire la naissance d'un pouvoir populaire pourrait se réaliser pacifiquement par le développement de "l'aspect pro-populaire" et la liquidation graduelle de "l'aspect anti-populaire". Cela dit, exprimer un changement fondamental dans le pouvoir d'Etat afin d'amener le peuple à une position forte par la victoire de "l'aspect pro-populaire" sur "l'aspect anti-populaire" en conformité avec la "théorie des deux aspects du pouvoir d'Etat" n'était que naïve illusion pure et simple. Le peuple ne pourra gagner le pouvoir que par une révolution armée sous la direction de la classe ouvrière pour renverser le pouvoir de la bourgeoisie compradore, des capitalistes bureaucratiques et des propriétaires fonciers qui représentent les intérêts de l'impérialisme et des vestiges du féodalisme" (...).

Arrêtons-nous un instant sur ce point qui n'est pas sans rappeler les théories développées par l'O.R.P.: l'idée que l'Etat peut avoir deux aspects

est profondément étrangère au socialisme scientifique. En effet, l'Etat est toujours l'instrument de domination d'une classe. C'est de l'analyse de cette fonction de classe qu'il faut partir pour forger la stratégie de l'avant-garde révolutionnaire. Etait-ce le prolétariat avec ses alliés immédiats qui dominait? Non. En fait, la théorie des deux aspects a amené le P.K.I. à se mettre dans le sillage de Soekarno et à dépendre totalement de lui. Au lieu de mobiliser le prolétariat et les masses populaires sur leurs propres revendications cette théorie a mis les masses à la merci des forces réactionnaires et de la contre-révolution impérialiste. Pour ne pas gêner ses alliés au pouvoir, le P.K.I. a été amené à freiner les revendications essentielles des masses, telle la réforme agraire, par exemple.

Cette théorie ne pouvait que gêner la compréhension sérieuse des problèmes de la prise du pouvoir et même de la lutte anti-impérialiste. En effet, la lutte anti-impérialiste ne pouvait triompher en Indonésie que si un Etat nouveau, dirigé par le prolétariat et les couches populaires qui lui sont liées avait été créé - et non en soutenant les slogans et même les mesures, si positives qu'elles soient, d'un pouvoir dominé par la bourgeoisie bureaucratique.

L'armée a joué le rôle d'un instrument de domination de classe du capitalisme et de l'impérialisme. A travers tous les pays du "Tiers-Monde", les armées de métier se révèlent en effet comme la principale force de frappe de l'impérialisme à l'intérieur même de ces pays: la vague de putschs menée par des officiers en collusion directe avec les services spéciaux américains, le confirme amplement. Avant la vague contre révolutionnaire en Indonésie, le P.K.I. estimait pouvoir compter sur 30 à 50 % de l'armée indonésienne. Or, c'est cette armée qui a été le moyen principal de répression contre lui. En fait, la lutte révolutionnaire conséquente passait par la lutte contre l'armée de métier pour la création d'une armée nouvelle: celle des masses en armes. Mais cela impliquait la revendication ouverte de la prise du pouvoir.

La bourgeoisie nationale peut être, dans une lutte, associée aux forces révolutionnaires - prolétariat et paysannerie pauvre - mais sur un programme conforme aux revendications essentielles des masses et non des siennes propres. Et il en va de même pour toutes les forces dites "positives" qui peuvent se trouver au sein du pouvoir. La bourgeoisie nationale peut aussi trouver son intérêt dans l'alliance avec l'impérialisme et la liquidation des forces populaires. L'exemple indonésien le montre bien. Après avoir laissé massacrer les révolutionnaires, la bourgeoisie indonésienne profite à plein des milliards que les Etats-Unis, rassurés, dispensent au nouveau pouvoir. La théorie des deux aspects est plus qu'une erreur d'opportunité, elle est la justification théorique de l'opportunisme. Désespérément occupé à faire évoluer à "gauche" le régime Soekarno, dans le sens des intérêts internationaux des grandes puissances socialistes, le P.K.I. n'a pu donner aux masses les moyens politiques réels pour lutter contre le pouvoir existant.

Aujourd'hui, cet opportunisme a fait ses preuves, l'Etat indonésien a totalement basculé dans le camp impérialiste.

Mais en réexaminant courageusement les problèmes, dans des conditions de lutte particulièrement difficiles, le P.K.I. rend possible une nouvelle étape de la lutte révolutionnaire dans son pays, pour laquelle les tâches du Parti sont définies comme suit:

Primo: continuer à reconstruire le P.K.I. suivant la ligne marxiste-Léniniste pour qu'il devienne un parti exempt de toute sorte d'opportunisme et conséquemment dans la lutte contre le subjectivisme et le révisionnisme moderne, et en même temps continuer d'éclairer, organiser et mobiliser les masses, surtout les ouvriers et les paysans.

Secundo: être prêt à mener une lutte armée prolongée, qui est intégrée dans la révolution des paysans à la campagne.

Tertio: former un front uni de toutes les forces qui sont contre la dictature militaire des généraux de droite de l'armée dirigée par Suharto-Nasution, un front uni qui est basé sur l'alliance de la classe ouvrière et du paysan sous la direction du prolétariat. Ce sont là les trois bandnières du Parti dans la révolution démocratique populaire" (...).

"Plus qu'un Etat dans l'Etat, la C.I.A. apparaît comme le bras séculier du gouvernement" -destiné, selon Mr. Dean Rusk lui-même, à mener "la lutte sévère qui se poursuit à l'arrière-plan dans le monde entier."

La "Centrale Intelligence Agency"; plus connue sous le sigle C.I.A., est l'instrument qui permet aux Américains d'exécuter, à travers les cinq continents, les "sales coups" que leur respectabilité de "défenseurs de la liberté" ne leur permet pas de revendiquer ouvertement. 1953, en Iran: le gouvernement Mossadegh, qui vient de procéder à des nationalisations dans le pétrole, est renversé brutalement. C'est la première fois que l'on parle de la C.I.A. Depuis, il ne se passe pas un événement dans lequel le droit à l'autodétermination des peuples soit menacé, sans qu'on y puisse trouver, à l'arrière-plan, la main de la C.I.A. 1954, un des tout premiers gouvernements élus d'Amérique-Latine celui d'Arbenz au Guatemala, est éliminé à la suite d'une invasion menée par Castillo Armas, à partir du Honduras, et encadré par les services de la CIA. Cette agression provoque un scandale dans l'opinion, mais les frères Dulles qui président aux destinées du Département d'Etat (Forster Dulles) et de la C.I.A. (Allan Dulles) ont de gros intérêts dans l'United Fruit Company qui possède les meilleures terres du pays et qui est menacée de nationalisation.

C'est la C.I.A. qui a découvert, puis maintenu au pouvoir Diem; c'est elle qui a joué un rôle trouble dans sa chute.

La C.I.A., s'est le super-Etat. Elle intervient partout. Elle contrôle les services diplomatiques américains. Son champ d'action favori, c'est le Tiers-Monde. Partout où les intérêts américains sont menacés, elle intervient de façon peu orthodoxe. Pour ce genre d'opérations, elle dispose d'un budget quasiment illimité. Elle forme et arme des groupes anti-insurrectionnels. Elle a des camps d'entraînement un peu partout. La plupart des américains à l'étranger acceptent, pour une raison ou pour une autre, de travailler pour elle. Elle dispose des meilleures couvertures: à Saïgon, pendant longtemps, c'est l'Université de Michigan qui servait de façade à ses agents. Elle noyauté les organisations d'étudiants (comme vient de le révéler un scandale récent). Elle contrôle indirectement les organisations internationales: Conférence Internationale des Etudiants, C.I.S.L. (Conférence Internationale des Syndicats Libres). Elle finance les syndicats A.F.L.-C.I.O. dont les dirigeants Jay Livestone, Irving Brown, les frères Reuters (on a appris dernièrement qu'elle avait financé la scission de la C.G.T. en France etc...).

Au Vietnam, elle joue le rôle principal. C'est elle qui forme les équipes de "pacification". C'est elle qui fournit les spécialistes en tous genres à la police du général KY. Les conseillers de la CIA se trouvent aussi au Laos, au Cambodge, en Thaïlande... Pour leurs déplacements, les agents de la C.I.A. ont leur propre compagnie aérienne (Air-América).

A Formose, à Hong-Kong, la CIA dirige les commandos contre la Chine Populaire, elle patronne les vols d'avions U.2. etc...

Mais sa véritable chasse-gardée, c'est l'Amérique-Latine où la C.I.A. est le véritable gouvernement: noyauté, corrompant, enlevant, tuant, torturant pour maintenir la domination du "Monde Libre" -ainsi, dernièrement, en Bolivie, ce sont les agents de la C.I.A. qui, les premiers, ont interrogé Régis Debray. En Guyane Britannique la C.I.A. est intervenue pour empêcher l'élection de Jagan, progressiste connu et le remplacer par Mr. Burnham très favorable aux Américains. Dans ce coup d'Etat la C.I.A. a investi 250.000 livres pour contrôler le syndicat des ouvriers du sucre et celui des fonctionnaires et provoquer des troubles qui entraînent la mort de 170 personnes et l'élimination de Cheddy Jagan.

Mais tous ses coups ne sont pas aussi heureux. En effet, elle a essuyé un échec lamentable lors du débarquement à Cuba, de Playa Giron en 1961, où le peuple en armes a vite fait de mettre en pièces les commandos entraînés par la C.I.A. en Floride.

Coup d'Etat au Ghana, en Indonésie, en Grèce, troubles au Congo... toujours la C.I.A. !

Plusieurs dizaines de milliers de personnes, des informateurs, des réseaux dans tous les pays, des milliers d'affaires qui servent de couverture, un secteur de "missions actives", un budget de plus de 500 milliards (près de deux fois celui de l'Algérie)... voilà la C.I.A.!! Qui dirige ce monstre? Est-ce le président des U.S.A.? Est-ce le Pentagone ou bien est-elle un corps autonome qui, un jour ou l'autre, fera bénéficier de son expérience les Etats-Unis eux-mêmes?

Les Etats-Unis sont aujourd'hui au pôle des contradictions du capitalisme mondial.

Le mouvement de concentration du capital aboutit aujourd'hui à la domination du capitalisme américain sur tous les autres, y compris les capitalismes européens. Les Etats-Unis ne sont donc pas le chef de file de l'impérialisme, mais le monstre dévorant qui se nourrit à la fois des capitalismes plus faibles que lui et des économies des pays colonisés.

Cette position dominante a extrait les Etats-Unis de leur ancienne position isolationniste (autrefois nécessaire à la mise en place d'une industrie protégée de la concurrence européenne) pour devenir expansionniste. Ce mouvement entraîne, aux Etats-Unis mêmes, un certain nombre de transformations radicales. La plus importante, et sans doute aussi la plus grosse de conséquence, est l'abandon d'une politique de développement économique intérieur au profit de l'exploitation de ressources humaines et matérielles extérieures.

Depuis 1929, les Etats-Unis ont renversé leur politique d'immigration et les lois McCarran ont encore plus largement freiné l'entrée aux Etats-Unis d'immigrants prolétaires au profit d'une immigration de qualité et moins nombreuse. Par contre, les exportations de capitaux, qui ont augmenté dans des proportions énormes, entraînent l'exploitation, à l'étranger, d'une main-d'oeuvre croissante. Une double série de conséquences en découlent: sur le plan intérieur, menace d'un chômage croissant qui touche plus particulièrement les populations des ghettos noirs; aggravation du problème social: nécessité de recourir à des moyens de répression de plus en plus violents. Sur le plan extérieur: importance pour les Etats-Unis du contrôle direct des pays où se situent leurs intérêts économiques ou stratégiques; accroissement des forces d'intervention et de répression dans le monde.

Dans une certaine mesure, les deux politiques se complètent: l'économie de guerre, la mobilisation d'une armée et d'une police plus nombreuse résorbe une partie du chômage. Mais la tension sociale que suscite cette politique est explosive.

Les forces sociales agissant aux Etats-Unis se précisent. Jusqu'à la période de fin d'immigration, l'afflux permanent de migrants pauvres permettait aux autres couches de monter progressivement dans l'échelle sociale. La présence d'un prolétariat noir permettait, en outre, de confondre problème de classe avec problème de race et de dissimuler l'existence d'une société de classe. Avec l'arrêt de l'immigration, cesse le phénomène de fluidité sociale: la composition de la société américaine tend à se figer. Les conflits s'aggravent et se manifestent par une violence encore mal organisée mais qui place la bourgeoisie américaine sur la défensive.

Le problème noir, pourtant, obscurcit encore les rapports de classe, car en se battant pour l'égalité des droits, les Noirs ne se battent que pour leur propre bourgeoisie. Or, les Noirs ne représentent pas, en tant que tels, un élément progressiste. Ils appartiennent à la fraction la plus aliénée de la population et la moins susceptible d'une conscience politique tout le temps que leurs problèmes seront posés dans le cadre de leur race et non de la classe à laquelle ils appartiennent... Ils ne voient d'issue, dans l'état actuel des choses, que dans l'aliénation totale (engagement dans l'armée de répression) ou dans l'émeute sans objectif. Par ailleurs, la classe ouvrière est devenue conservatrice, soucieuse de préserver son privilège (l'emploi), en face du danger grandissant de l'automation. Les syndicats américains sont parmi les plus réactionnaires: partisans de la guerre au Vietnam, anti-castristes, agents

TIGRE EN PAPIER ?

de subversion dans les pays du Tiers-Monde. La petite-bourgeoisie est conformiste. Parmi celle-ci, seuls les intellectuels fournissent une masse importante d'opposants, dont la protestation est plus morale que radicale.

La bourgeoisie américaine, bien que menacée, reste donc maîtresse de la politique: c'est en son propre sein que se situent les principaux conflits.

Kennedy était le représentant de la vieille bourgeoisie conservatrice de l'Est, s'appuyant sur les industries lourdes, les chemins de fer, le raffinage du pétrole et surtout la haute finance. La deuxième guerre mondiale a favorisé l'émergence d'une nouvelle bourgeoisie texane et californienne dont les activités sont davantage tournées vers les industries de guerre (construction aéronautique, chimie, extraction pétrolière). Longtemps tenues à l'écart des milieux dirigeants nationaux, elle est parvenue au pouvoir avec Johnson. Vieille et nouvelle bourgeoisie se retrouvent également partagées dans les deux grands partis. Mais la force de la nouvelle bourgeoisie est d'avoir trouvé une alliée, nouvelle venue elle aussi, sur la scène politique: l'armée.

La tâche écrasante de répression qu'impose à l'extérieur l'expansion impérialiste et, à l'intérieur, la lutte de classe, oblige en effet le gouvernement américain à s'appuyer de plus en plus sur l'armée et à lui accorder une puissance qu'elle n'a jamais eue dans le passé. Sur le plan de la politique étrangère, en ce qui concerne surtout les pays du Tiers-Monde, le gouvernement civil laisse faire l'armée alliée au CIA. Or, la politique de ces institutions est de mettre en place par la violence et par la corruption, partout où les intérêts immédiats du capitalisme américain sont menacés par l'émergence de forces révolutionnaires, des gouvernements de violence et de corruption. Ainsi l'armée américaine se prépare, hors de ses frontières, les appuis qui, éventuellement, l'amèneraient au pouvoir aux Etats-Unis.

Le besoin du capitalisme de s'étendre pour préserver et accroître ses profits par la recherche de nouvelles matières premières ou de main-d'œuvre toujours plus exploitables; la crise sociale que cette extension provoque aux Etats-Unis mêmes entraîne donc la nouvelle bourgeoisie

la prospérité des uns est la cause de la pauvreté des autres

fascisante américaine à s'appuyer sur des institutions de violence et de subversion qui deviennent peu à peu les couloirs du pouvoir réel. En laissant libre cours à ces forces, la bourgeoisie américaine, ancienne ou nouvelle, se met elle-même en danger. Elle est elle-même menacée par la corruption et la violence qu'elle déchaîne contre ses ennemis: l'assassinat de Kennedy, la corruption des syndicats, des milieux étudiants et des universitaires par le C.I.A., en sont quelques-uns des symptômes les plus aveuglants. Ils sont aussi les symptômes d'une crise dont l'aboutissement ne peut être que le fascisme ou la révolution.

La lutte des pays colonisés contre l'impérialisme américain sous toutes ses formes contribue, de façon décisive, à aggraver les contradictions au sein de la société américaine. En ce sens, l'appel de "Che" Guevara, à l'ouverture de nouveaux fronts anti-impérialistes, s'inscrit dans une perspective juste. Mais les forces révolutionnaires des pays exploités n'ont pas le pouvoir d'aller jusqu'au sein même de la société américaine pour y pousser la révolution à son terme. L'issue demeure entre les mains du prolétariat américain.

Le devoir des révolutionnaires de tous les pays est donc aussi de soutenir activement l'émergence des forces progressistes américaines dont le rôle, en raison de leur position au centre du système impérialiste, reste crucial. C'est la condition pour que l'action anti-impérialiste débouche sur l'action révolutionnaire !

BLOODFINGER

JOHN
SON
OO%

"Les Américains sont le peuple le mieux nourri, le mieux payé et le mieux éduqué de la terre. C'est quelque chose dont nous devons être fiers !".

"Nous, Américains, du globe nous représentons 6% de la population, et nous détenons la moitié de ses richesses".

"94 % de la population de l'univers ne rêvent que d'être à notre place".

JOHNSON: 27/6/67

BLOODFINGER

JOHN
SON
OO%

U.S.A LA REVOLUTION NOIRE

Depuis 1960, le mouvement noir aux Etats-Unis a subi une transformation profonde. Les vieilles organisations dont les actions les plus avancées consistaient à plaider devant les tribunaux contre la ségrégation, ont perdu leur importance ou ont été radicalement transformées. Les directions bourgeoises ont cédé la place aux jeunes militants formés dans les luttes réelles.

C'est au début des années 60, en effet, que sont apparues les premières actions dites "non-violentes". Des groupes d'étudiants du Sud ou venus du Nord, s'imposaient dans les lieux où la ségrégation faisait loi: restaurants, cinémas, transports publics. Peu nombreux au début, leur nombre s'est accru rapidement et le mouvement a commencé à s'étendre. En même temps, les prisons se remplissaient de "non-violents" et la répression était d'une sauvagerie difficilement imaginable. Dans ce contexte, la non-violence avait un sens évident: les Noirs, dans le Sud, étaient encore désorganisés. La police et les organisations fascistes des Blancs étaient toutes-puissantes. La lutte se déroulait dans des conditions d'inégalité absolue.

Durant l'été 1964 le S.N.C.C. C., avec la collaboration d'autres organisations, envoya 650 jeunes, Blancs et Noirs, qui passèrent par vagues de 200 à 250, un mois dans l'Etat du Mississippi, forteresse du pouvoir raciste. Le S.N.C.C. (Comité de Coordination Non-Violent des Etudiants) avait été créé par ceux qui avaient organisé les luttes contre la ségrégation au cours des années précédentes. Pendant l'été, les jeunes ont aidé les communautés locales à s'organiser et ont animé les "Ecoles de la Liberté" pour les enfants comme pour les adultes. Ils ont fait porter leur effort prin-

cipal sur l'inscription des Noirs sur les listes électorales. Inutile de préciser que, pour la plupart d'entre eux, la prison, les passages à tabac, les tortures devinrent monnaie courante. Certains furent assassinés. C'est ainsi que le réexamen des objectifs et des méthodes commença. C'est au cours de cette même année 1964 que les groupes d'auto-défense armés sont apparus ici et là. La "non-violence", nécessité tactique, n'était pas considérée comme une exigence absolue

Au cours des trois dernières années, l'évolution du mouvement noir s'est accélérée sous l'influence d'une série de facteurs:

- l'intérêt croissant pour la libération des pays d'Afrique a brisé la solitude des Noirs Américains et leur a permis de poser leurs problèmes dans le contexte international;

- les progrès des organisations qui groupaient de plus en plus de membres et dont la pression s'exerçait en faveur d'une action toujours plus militante, de bases idéologiques plus claires ont amené un bouillonnement d'idées dans tous les milieux.

- enfin, l'évolution personnelle de certains militants qui avaient acquis une grande influence, a joué un rôle essentiel: le plus important a été sans doute Malcolm X. Il avait commencé à militer dans le mouvement des "Musulmans Noirs" - ce mouvement, né et implanté dans les villes, était pour une séparation totale des Noirs et des Blancs. Il avançait la perspective de la constitution d'un Etat Noir séparé.

Entre mars 1964, époque où Malcolm X quitta les "Noirs Musulmans", et février 1965, date à laquelle il fut assassiné, sa pensée se modifia et se développa très rapidement. C'est ainsi qu'il insistait sur la

nécessité de lier la lutte des Noirs Américains et les luttes de libération qui se déroulaient dans les autres parties du monde. A cet effet, il s'est efforcé d'internationaliser le problème et de mettre en accusation le gouvernement U.S. au lieu de considérer qu'il fallait tout régler avec ce gouvernement. Il a critiqué ceux des dirigeants Noirs qui, comme le pasteur Martin Luther King, faisaient encore de la "non-

l'essentiel, ils ne sont pas prêts à suivre l'accentuation et la radicalisation de la lutte. Il n'a jamais été question, pour les Noirs, d'exclure automatiquement les Blancs de leur action, mais au lieu de suivre leurs conseils de modération, ils exigent d'eux, aujourd'hui, qu'ils acceptent les bases politiques et les formes de lutte que les organisations noires se sont forgées au cours des dernières années.

Malcolm X.

violence" un principe absolu. Enfin, il s'orientait vers une perspective socialiste. En mai 1964, Malcolm X déclarait: "Le système qui existe dans ce pays ne peut pas donner la liberté à un afro-américain, c'est une impossibilité pour ce système; ce système économique, ce système politique, ce système social, ce système tout court". Et, à la même époque, en réponse à quelqu'un qui lui demandait quel système politique et économique lui semblait le meilleur, il répondit: "Le capitalisme ne peut pas exister sans racisme. Si vous trouvez quelqu'un qui n'est vraiment pas raciste, vous verrez, qu'en général, il est socialiste". Les autorités des Etats-Unis ont prétendu que Malcolm X était lui-même raciste. Aujourd'hui, ils disent encore que le mot-d'ordre de Black Power (pouvoir noir) que toutes les organisations militantes ont adopté est une preuve de racisme. En fait, "pouvoir noir" signifie beaucoup de choses. Cela veut dire d'abord l'affranchissement des organisations noires par rapport aux libéraux Blancs. Pendant des années, les libéraux ont eu une grande importance: ils avaient une instruction, des moyens que peu de Noirs possédaient. Ils n'étaient pas, eux, des citoyens de "deuxième classe" et pouvaient mener des actions, trouver des tribunes qui étaient interdites aux Noirs. Mais avec le développement des organisations militantes et de l'expérience des Noirs, ils ne sont plus indispensables. De plus, et c'est là

"Pouvoir noir" signifie aussi que l'on ne compte plus sur les structures officielles pour régler le problème. En effet, ces structures, aux Etats-Unis, sont entre les mains des Blancs. Pratiquement, cela veut dire que l'on ne gagnera pas en votant simplement pour mettre un candidat démocrate à la place d'un républicain ou en faisant pression en faveur d'un juge ou d'un gouverneur un peu mieux disposé à l'égard des Noirs. Cela signifie que la solution ne peut venir que d'une action directe de la base, luttant pour ses propres objectifs et ne servant plus de force d'appoint pour un groupe ou pour un autre.

La communauté noire est, à l'heure actuelle, le secteur le plus riche pour un développement révolutionnaire aux Etats-Unis. Ses organisations d'avant garde ont intégré à leur programme la lutte contre la guerre au Vietnam. En fait, par l'agitation politique et les méthodes de lutte qu'elles ont introduites, elles ont été à l'origine du mouvement contre la guerre. Les événements récents et les manifestations violentes de ces derniers jours sont la confirmation de l'éveil d'une conscience révolutionnaire dans la communauté noire et, en particulier, chez les jeunes. Si cela continue à se développer dans ce sens, un rôle important pourra être joué par les Noirs dans la construction d'un mouvement révolutionnaire aux Etats-Unis mêmes.

STOKELY CARMICHAEL

Stockely Carmichael, président du SNCC, a été arrêté à Prattville (Alabama), alors qu'il conduisait une manifestation. Il est accusé d'avoir menacé des policiers. Cette grossière provocation contre un des leaders Noirs les plus engagés a été mal accueillie par la population Noire de la ville qui a manifesté violemment.

un pays de barbares qu'il faut civiliser

Nous ne sommes pas racistes, mais des racistes antiracistes. D'abord antiracistes. La guerre du Vietnam est illégale et immorale. Comment y mettre fin, comment arrêter ceux qui en notre nom exterminent hommes, femmes et enfants? Nous ne sommes pas assez puissants pour y mettre fin par nous-mêmes, pour prendre le contrôle des institutions qui organisent la guerre. Le seul pouvoir que nous ayons consiste à refuser à y participer, à dire non au draft (acclamations).

Il y a une loi plus haute que celle du raciste Mac Namara, de l'idiot Rusk ou du pitre Johnson, la loi de chacun de nous (acclamations), loi qui nous dicte de ne pas leur obéir, de ne pas tirer sur ordre; si nous décidons de tuer quelqu'un, nous choisirons qui, nous-mêmes (applaudissements).

Notre pays ne pourra mettre fin à la guerre du Vietnam que lorsque les jeunes de notre pays diront: Non, nous ne partirons pas! Le mouvement de la paix a échoué parce qu'il n'a pas dépassé les limites des campus universitaires où les jeunes peuvent s'arranger pour ne pas être mobilisés. Ce n'est pas notre tâche: nous n'avons pas à organiser les étudiants blancs,

Jamais on n'a entendu parler si vertueusement contre la violence que depuis que les Noirs ont entrepris de se défendre?

Et au Vietnam: c'est la non-violence que leur apporte l'Amérique? Deux poids, deux mesures. Nous sommes un pays d'hypocrites... Le premier combat à mener est psychologique. Le second est celui de l'organisation... Que les Blancs commencent par refuser la violence, leur propre violence. Qu'ils commencent par refuser de servir dans l'armée de Johnson. Qu'ils organisent la communauté blanche. Alors nous pourrions parler de la civilisation américaine. Mais, pour l'instant, notre pays est un pays de barbares qu'il faut civiliser (longs applaudissements). L'Amérique est un peuple de voleurs qui est bien parti pour devenir un peuple d'assassins. Plus de ça. Jamais. Et nous n'avons pas le choix: nous ne pouvons dire aux Blancs que ceci: bougez vite ou c'est nous qui vous ferons bouger, même si pour cela il nous faut vous écarter de notre route.

Stokely CARMICHAEL.

(discours à Berkeley, novembre 1966).

VIOLENCES RACIALES AUX ÉTATS-UNIS

• A Tampa, en Floride, deuxième nuit d'émeutes

Newark

• Mille arrestations

• Vingt morts, mille blessés

L'insurrection noire de Newark

A PLAINFIELD (New Jersey)
un policier blanc est lynché par la foule

Au moment où nous mettons sous presse, nous apprenons que des émeutes très violentes ont éclaté dans différentes villes des Etats Unis. Après les batailles rangées entre policiers et manifestants Noirs du mois dernier, à Tampa (Floride), à Cincinnati (Ohio) et dans le quartier noir de Watts de Los Angeles (où les très graves émeutes de 1965 firent 34 morts et mille blessés), des incidents très violents ont éclaté à Newark où 200.000 Noirs se sont soulevés. La bataille, qui a duré plusieurs jours, a provoqué plusieurs dizaines de morts et un millier de blessés. Déjà on parle de plus de mille arrestations et le mouvement semble s'étendre à la ville voisine de Plainfield, à Hartford, dans le Connecticut ainsi qu'à Miami. Ce qui frappé les observateurs, c'est que, de même que pour Tampa, les manifestants noirs agissent à la fois par des manifestations de masses et des actions de guerilla. Les armes à feu sont souvent employées contre les forces de l'ordre qui sont dispersées par des incendies allumés simultanément en des points éloignés les uns des autres. Le gouverneur a déclaré à Newark: "Les troubles constituent une véritable insurrection". Stockely Carmichael, récemment libéré, lui aussi, déclaré: "Il ne s'agit pas d'émeutes, mais d'une rébellion et je pense qu'elle durera encore un certain temps".

Mohamed Ali

qui a refusé d'aller se battre au Vietnam, a été déchu de son titre de champion du monde et condamné à 5 ans de prison et dix mille dollars d'amende -le maximum prévu par la loi- car il risque de contaminer de nombreux jeunes Noirs-on sait qu'il y a deux fois plus de noirs que de blancs tués au Vietnam.

encore un coup de la C.I.A

Au cours de la seconde guerre mondiale, les partisans grecs furent au premier rang des combattants contre le nazisme. En 1945, leur puissance était telle qu'ils pouvaient s'emparer du pouvoir et bâtir un Etat révolutionnaire. Mais 1945 était aussi l'année où les "grands" de la guerre: les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Union Soviétique, se rencontrèrent pour s'entrepanser le monde en "zones d'influence". La Grèce fut attribuée à la zone d'influence britannique: donc, pas de révolution dans ce pays, pas de transformation de l'ordre social existant. Les communistes Grecs furent contraints de se plier à l'accord signé au "sommet". En quelques années, les guérillas furent liquidées et une dictature fasciste fit régner la terreur: exécutions, bagne de la mort à Makronissos etc...

Il y a trois ans, le régime fut ébranlé sous la pression populaire. Des élections à peu près libres virent le triomphe de l'E.D.A., parti de la gauche, et du parti du "centre" dirigé par le vieux politicien Pappandréou, qui devint chef du gouvernement. Obligée à un recul momentané, la réaction se prépara dans l'ombre. La réaction, en Grèce, c'est la classe des gros propriétaires fonciers; c'est la police et l'administration dont beaucoup de membres ont collaboré avec les nazis. C'est surtout l'armée, profondément soumise aux Etats-Unis qui fournissent les crédits, éduquent les cadres, noyautent les services spéciaux. Toutes ces forces, rassemblées derrière le roi, tentèrent un premier coup de force en 1965. Pappandréou fut chassé du gouvernement. La riposte populaire fut immédiate. A

l'époque, il était possible de frapper un grand coup contre la droite. Mais Pappandréou, qui craignait l'offensive populaire, louvoya. Et la gauche, pourtant puissante, colla à Pappandréou, au nom de l'"unité". Le résultat ne s'est pas fait attendre: après deux ans d'instabilité, au moment où de nouvelles élections allaient avoir lieu, l'armée réalisa un nouveau coup d'Etat. Toutes les forces populaires furent prises par surprise. Et, de nouveau, le règne des exécutions, du bagne et de la prison a recommencé pour le peuple grec.

Derrière ce coup d'Etat, il y a l'impérialisme américain. Les militaires grecs ont appliqué à la lettre un plan conçu par les conseillers américains dans le cadre de l'OTAN. La raison de cette intervention est claire: la Méditerranée est une zone stratégique essentielle, à partir de laquelle on peut notamment intervenir au Moyen-Orient. Washington ne veut pas qu'existent, dans cette région, des régimes indépendants. C'est pourquoi la C.I.A. a monté le coup d'Etat en Grèce. Depuis Athènes, les Américains peuvent surveiller tout le bassin Méditerranéen.

Aider le peuple Grec à se libérer de ses dictateurs n'est pas seulement un devoir de solidarité. C'est, pour les Algériens, une nécessité urgente, car tant que la Méditerranée sera une "mer américaine", toutes les luttes révolutionnaires des pays riverains seront rendues difficiles.

le sud-est asiatique en FLAMMES

THAÏLANDE

la contagion

La Thaïlande, 32 millions d'habitants. C'est une autocratie alliée des Américains auxquels elle sert de base de départ des F.I.O5 qui vont bombarder le Nord-Vietnam. Malgré les nombreux avantages économiques et la pluie de dollars qui s'est abattue sur elle, la population de Thaïlande est loin d'être contente. Le Nord-Est du pays est en rébellion. Plusieurs milliers de paysans mécontents ont pris les armes. La répression est menée activement. Un "Centre d'opérations anti-subversives" a été créé pour coordonner la lutte anti-guérilla. Il reçoit une aide spéciale. Déjà, les conseillers Américains encadrent les forces de répression contre le Front Patriotique Thaïlandais. Alions-nous vers une extension de la guerre révolutionnaire dans ce pays présent, par la littérature occidentale, comme celui de la "douceur de vivre"...

CAMBODGE

Mais là ne s'arrête pas l'escalade américaine. Ni d'ailleurs la riposte des masses du Sud-Est asiatique, puisque la guérilla touche les frontières du Cambodge et que les forces révolutionnaires du Laos remportent de nouvelles victoires.

LAOS

Dans la stratégie américaine, il semble bien que les militaires Américains s'empressent d'organiser l'Indonésie qu'ils ont fait tomber dans leurs dépendances et d'investir l'Etat neutraliste du Laos afin de mieux contenir la marche victorieuse du peuple Vietnamien.

HONG-KONG 100 000 livres rouges

Le 16 mai, à Hong-Kong, cent mille personnes brandissant le livre rouge de Mao, ont manifesté dans la ville. De nombreux incidents ont été signalés. Une centaine de manifestants ont été blessés par la police britannique.

BENGALE

une zone rouge

Des paysans, arborant le drapeau rouge, s'attaquent aux féodalisme des propriétaires fonciers du Bengale. Est-ce le début d'une révolution ?

"UN FOYER DE GUERILLA PEUT ACCELERER LA CRISE NATIONALE ET AIGUISER LA LUTTE DE CLASSES, PROVOQUER LA MISE SUR PIED DE CETTE ORGANISATION POLITICO-MILITAIRE DESTINEE A L'APPUYER ET REVELER A ELLE-MEME UNE PAYSANNERIE REVOLUTIONNAIRE".

"Che" Guevara

"... LE RÔLE QUI NOUS REVIENT, A NOUS EXPLOITES ET SOUS-DEVELOPPES DU MONDE, C'EST D'ELIMINER LES BASES DE SUBSISTANCE DE L'IMPERIALISME..."

E. "Che" Guevara

trente ans apres

Qui mène la lutte en Espagne? Ce sont l'abord les ouvriers de l'industrie. Malgré la répression (lors de chaque grève, les "meneurs" sont condamnés à des mois, des années de prison), les salariés ont fait voler en éclats les syndicats officiels: dans la plupart des entreprises, ils ont constitué des commissions ouvrières. Les commissions ouvrières sont de véritables comités de lutte qui, dans chaque usine rassemblent les élus des travailleurs. Cette organisation démocratique permet de faire face à la répression, car lorsque des arrestations viennent frapper les commissions, d'autres délégués remplacent les emprisonnés. Fortes de la confiance des masses, les commissions ouvrières ont remporté des succès appréciables. Elles ont mené des grèves victorieuses, dont certaines ont duré des mois. (comme au pays Basque). Elles ont élargi leur action à des villes, à des régions entières, en constituant de véritables fédérations des commissions d'entreprises. Elles ont enfin présenté leurs propres candidats aux élections syndicales et infligé une défaite retentissante aux candidats du pouvoir.

Nul doute que demain les commissions ouvrières ne jouent un rôle décisif. Elles représentent la masse des travailleurs et peuvent, à ce titre, être la charnière de la lutte contre Franco, aussi bien que les organes du pouvoir des masses, dans l'Espagne libérée.

Les étudiants mènent eux aussi la lutte contre le régime. Soumis à l'arbitraire de la "pensée" dirigée du gouvernement, la lutte aux brimades et à la répression, ils se sont organisés massivement, dans chaque faculté. Ils ont créé des assemblées libres de tous les étudiants, véritable défi au pouvoir et à ses agents à l'Université. Malgré les arrestations, ils contrôlent aujourd'hui la majorité des étudiants.

Il faudrait parler d'autres mouvements, mentionner les grèves d'ouvriers agricoles dans le Sud. Il vaut mieux comprendre, quelles sont les perspectives de la lutte révolutionnaire en Espagne. La montée des masses a sonné le glas du franquisme. Mais les travailleurs ne sont encore qu'à la première étape de leur lutte.

Le capitalisme s'est développé au cours des dernières années. La bourgeoisie s'est renforcée; elle pense à s'intégrer au Marché Commun capitaliste. Elle a besoin avant tout de stabilité pour maintenir les bases de son exploitation. Franco a été, en 1936, l'espoir de tous les possédants, car il représentait le seul moyen de sortir d'une crise révolutionnaire. Aujourd'hui son régime ultrarépressif, sa bureaucratie incapable ne sont plus aussi utiles aux classes dominantes. Celles-ci cherchent à préparer à

froid la succession de Franco. Un bon régime démocrate chrétien, soutenu par une église catholique un peu rénovée par le vent de Vatican II, serait une solution idéale. Et c'est dans ce sens que l'on compte aujourd'hui dans les cercles bourgeois de Madrid.

Cela n'aurait qu'une importance mineure pour l'avenir de l'Espagne, si le catholicisme n'avait pas encore une telle emprise sur les masses, si, surtout, le Parti Communiste, le plus influent parmi les travailleurs, ne développait une orientation opportuniste. Le P.C. d'Espagne préconise la "réconciliation nationale". Il veut l'alliance de tous ceux qui, pour quelque raison que ce soit, s'opposent à Franco, bourgeois libéraux, chrétiens démocrates et royalistes compris. Pratiquement, cela veut dire qu'il s'apprête à confier la direction de la lutte contre Franco à des réactionnaires, à des ennemis des travailleurs. Une nouvelle fois, ceux-ci risquent de voir les fruits de leur lutte détournés par leurs exploités mêmes.

Le danger est grand. Et pour lutter contre les influences néfastes qui se font jour dans la classe ouvrière même, il n'est, en Espagne comme ailleurs, qu'une seule solution: hâter la création d'un véritable parti révolutionnaire d'avant-garde qui rassemble les meilleurs militants des luttes ouvrières, paysannes et étudiantes, avec un seul but, l'instauration du socialisme par le triomphe de l'alliance ouvriers et paysans.

C'est là, la seule issue progressiste à la crise du franquisme.

La lutte de nos frères Espagnols est exemplaire pour nous Algériens. Nous avons beaucoup à apprendre de leurs expériences, de leurs échecs, de leurs méthodes de lutte. Adaptées aux conditions de notre pays, les commissions ouvrières et les assemblées libres d'étudiants peuvent être pour nous des moyens efficaces de mobiliser les masses.

Les accords entre les gouvernements de Boumediène et de Franco sur de nombreux problèmes montrent bien que, face à cette solidarité des gouvernements, notre solidarité avec le peuple espagnol est basée sur une communauté profonde d'intérêts. L'instauration de gouvernements révolutionnaires en Espagne et en Algérie bouleverserait toute la situation de l'Europe Méditerranéenne.

C'est vers cet objectif que, tous ensemble, nous devons tendre!

Il y a trente et un ans, le peuple espagnol se soulevait pour mettre fin à un mouvement fasciste. La mobilisation des ouvriers et des paysans fut incomparable. Dans les villes, les villages, les travailleurs en armes détenaient le pouvoir, exproprièrent les propriétaires terriens, éliminaient les réactionnaires. Un ordre nouveau naissait: à partir de la base.

Cet ordre nouveau pouvait triompher dans toute l'Espagne. Il aurait suffi que le pouvoir des ouvriers et des paysans devienne le seul pouvoir dans l'Etat. Il aurait fallu que les travailleurs en armes deviennent les maîtres du pays qu'ils imposent leur dictature à tous les ennemis des masses.

Cela, les grands partis de la gauche espagnole ne l'ont pas voulu. Au nom de l'union nationale pour la défense de la République, ils ont maintenu au pouvoir toutes sortes de modérés qui craignaient bien plus le socialisme que le fascisme. Le résultat ne s'est pas fait attendre: les masses désarmées, démoralisées ont finalement été battues.

Et Franco, à la tête des militaires et des fascistes, est venu au pouvoir.

Trente et un ans plus tard, il y est encore....

Le peuple espagnol a payé d'un prix inouï cette défaite, qu'il n'avait pas méritée. Massacres de milliers de combattants, bagnes et exécutions pour ceux qui voulaient résister, misère générale pour tout le peuple, dont beaucoup de fils sont contraints d'émigrer pour faire vivre leurs familles. En Espagne, il n'est aucune liberté pour les travailleurs. La presse libre est interdite. Le parti unique sévit et les syndicats sont soumis à une tutelle sévère. Comment parler de syndicats d'ailleurs, quand il s'agit d'organismes "verticaux" contrôlés par l'Etat et le patronat.

Le peuple espagnol a mis plus de vingt cinq ans à se remettre des coups qu'il avait reçus. Mais il est maintenant en lutte à nouveau. Et c'est un grand espoir qui naît au Sud de l'Europe pour tous les révolutionnaires du monde entier.

le meme agresseur: l'imperialisme yankee et ses valets